



Des victimes d'inondations au Mozambique se réjouissant de l'aide apportée par une intervention d'urgence, 2000.
© LWF/DWSMozambique

Département d'entraide mondiale – DEM

Le DEM est le service d'aide humanitaire de la Fédération. Son mandat comporte les tâches suivantes :

- Venir en aide aux victimes des catastrophes naturelles et d'origine humaine
- Mettre en œuvre et encourager des conceptions intégrées des secours d'urgence, de la reconstruction, de la préparation aux catastrophes et du développement durable
- Aider les marginalisés à rechercher la justice
- Donner aux personnes avec lesquelles il travaille les moyens de revendiquer leurs droits à la participation et au développement

La Mission de l'Entraide mondiale

Inspiré par l'amour de Dieu pour l'humanité, l'Entraide mondiale s'attaque et réagit aux causes et aux conséquences de la souffrance humaine et de la pauvreté, avec un engagement pour la justice et la dignité pour toutes et tous.

- Encourager la création de communautés durables grâce à une approche centrée sur les gens et leurs droits
- Promouvoir la conscientisation, la solidarité et l'action face aux injustices en matière de développement et de droits de la personne
- Accomplir sa mission de manière professionnelle et efficace, en répondant aux besoins.

Actuellement, le DEM gère 24 programmes nationaux et des opérations d'urgence dans 34 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique centrale et latine et d'Europe. Dans le cadre de ces programmes travaillent quelque 5600 ressortissants des divers pays et plus de 50 membres du personnel international, qui bénéficient du soutien d'experts et de spécialistes engagés pour des périodes limitées. 17 personnes travaillent au Secrétariat de Genève.

Principes de fonctionnement du DEM

Le Comité de programme de l'Entraide mondiale (PCWS) est un comité du Conseil de la FLM. Il

Les efforts soutenus à long terme pour garantir un développement durable suivent le cycle Secours d'urgence - Reconstruction - Développement.



siège à l'occasion de la réunion annuelle de ce dernier et traite des questions qui seront reprises par le Conseil. Au cours de la période examinée, trois membres d'institutions rattachées à la FLM étaient membres du Comité.

En 2000, le Conseil a créé un Comité permanent « Entraide mondiale » (SCWS), chargé de suivre, d'examiner et de diriger les activités du DEM, et constitué de 4 membres représentant les Églises membres et de 6 issus d'institutions rattachées à la FLM. Le Conseil est lui-même représenté par l'une de ses vice-président(e)s, nommée à la présidence du Comité permanent.

Le SCWS joue un rôle important dans le fonctionnement du DEM. Il a notamment examiné les recommandations issues d'une évaluation du Département effectuée en 2000. Cette évaluation voulait identifier les rôles et fonctions que le DEM peut assumer de la part du réseau général des œuvres d'entraide. Les efforts du SCWS ont abouti à améliorer les systèmes de gestion et de contrôle et à tirer au clair le rôle spécifique des responsables du DEM au sein de l'administration de la FLM. L'engagement accru de toutes les personnes intéressées a permis de renforcer le sentiment d'appartenance commune, fondamental pour l'avenir du DEM.

L'accord cadre de coopération en matière de programme (PCFA), signé par la FLM et les institutions qui lui sont rattachées, assure une plus large participation aux prises de décisions de la Fédération. Le Forum annuel, qui rassemble les institutions rattachées, le personnel de Genève, le personnel sur le terrain et les Églises membres, formule des recommandations concernant les activités de programme du DEM. Les réunions régionales et ateliers de planification des lignes directrices nationales (CSO) destinées aux programmes sur le terrain offrent également des occasions de participer aux prises de décisions.

Plan stratégique et élaboration des lignes directrices

Le plan stratégique du DEM, qui s'insère dans le cadre des Buts et Objectifs de la FLM, se fonde sur trois éléments essentiels :

- Justice : le DEM reconnaît la dignité inhérente à chaque personne et soutient les

communautés vulnérables dans leurs efforts pour instaurer la justice, les droits de la personne et un avenir durable pour toute l'humanité et l'ensemble de la création.

- **Participation** : les programmes du DEM sont ouverts à tous et fondés sur la participation ; ils sont centrés sur les personnes et mettent l'accent sur la prise de conscience des problèmes liés à la spécificité des sexes, les activités de réseau et l'engagement de la société civile en vue d'un développement durable.
- **Responsabilité** : le DEM fait le meilleur usage possible de ses capacités de service en gérant de manière responsable les ressources qui lui sont confiées et en soumettant l'application de ses programmes à des exigences élevées de qualité, de souplesse et de pragmatisme.

Depuis de nombreuses années, le DEM vient en aide aux communautés touchées par les catastrophes. Récemment, toutefois, le style et les priorités de ses activités ont connu des modifications importantes, notamment en ce qui concerne les programmes en cours en Amérique centrale et en Asie. Ces changements reflètent la nécessité de veiller à ce que tous les aspects de l'aide d'urgence prennent en compte la durabilité à long terme, telle qu'elle est définie dans le Plan stratégique du DEM et les Principes directeurs de la FLM en matière de développement durable. Le DEM fonde toutes ses activités d'aide d'urgence, de reconstruction et de développement sur l'interaction au sein des communautés, seule capable de garantir la durabilité à long terme tout en constituant la base de l'aide d'urgence.

Le DEM donne la priorité aux personnes touchées par les catastrophes, et notamment à celles qui sont marginalisées et déplacées, aux familles et communautés défavorisées vivant dans des régions où les besoins sont permanents (en particulier les femmes, les enfants et les personnes touchées par le VIH/SIDA) et aux organisations d'inspiration communautaire. Le DEM travaille avec des intermédiaires et des partenaires locaux, nationaux et internationaux, y compris les Églises membres, les institutions ratta-



chées et les partenaires œcuméniques, les organisations locales de la société civile, les responsables et autorités locaux, les gouvernements et les organisations internationales.

Action commune des Églises (ACT)

La création d'ACT en août 1995 a donné un nouveau départ à la collaboration œcuménique. La FLM, membre fondateur d'ACT, s'engage en faveur du bon fonctionnement de ce réseau : les programmes nationaux du DEM utilisent 40% environ des fonds d'ACT. Les relations entre le Bureau de coordination d'ACT et le DEM sont excellentes, grâce à des contacts presque journaliers et à des réunions régulières.

Aide d'urgence

Les activités d'aide d'urgence de la FLM ont considérablement évolué au cours des années. Par le passé, 80% des cas d'urgence étaient liés à des

Assistance fournie par ACT: Un convoi international parti de Jérusalem pour Jenin (2002). Déchargement de fournitures diverses: cartons de ravitaillement pour les familles, couvertures, couettes, layette pour bébés et médicaments.

© LWR/ACT International/
J.Frerichs

catastrophes naturelles et 20% à des catastrophes d'origine humaine. Cette proportion s'est presque inversée ces dernières années, avec une augmentation considérable des catastrophes liées à des conflits. Normalement, l'aide d'urgence en cas de catastrophes naturelles est apportée pour une période limitée ne dépassant pas une année. Or les conflits peuvent se prolonger pendant des an-



Distribution de fournitures de secours à Gujarat, Inde, après le tremblement de terre en 2001.
© LWF/DWS India

nées et ils tendent à transformer les urgences en situations de crise durables et complexes. Malheureusement, le nombre total des cas d'urgence a connu une augmentation considérable.

Depuis la Neuvième Assemblée, le DEM a apporté son aide dans des situations complexes comme celles du Soudan, de la République démocratique du Congo, du Rwanda, du Libéria, de la Sierra Leone, de l'Angola et des Balkans. Parmi les catastrophes naturelles auxquelles la FLM a réagi figurent l'ouragan Mitch en Amérique centrale, les inondations catastrophiques au Mozambique, les terribles cyclones qui ont frappé Orissa, sur les côtes indiennes, et les tremblements de terre en El Salvador et au Gujarat (Inde). Dans de nombreux cas, on a collaboré étroitement avec les gouvernements, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Programme alimentaire mondial (PAM), ainsi qu'avec d'autres organisations humanitaires et des Églises.

Les ressources nécessaires pour l'aide d'urgence sont fournies par les institutions rattachées et, dans bien des cas, par les gouvernements de leurs pays. La collaboration avec les institutions rattachées en matière de planification et de mise en œuvre des secours d'urgence s'est intensifiée. Pour certains programmes, on collabore étroite-

ment avec les organisations catholiques romaines, notamment au Soudan et en Éthiopie : le DEM est membre fondateur de l'Action œcuménique des Églises au Soudan (CEAS) et de l'Action d'entraide commune (JRP) en Éthiopie.

La participation active de la FLM au réseau d'ACT, y compris aux colloques régionaux, a contribué à resserrer les relations de réseau et la coopération, ainsi qu'à améliorer la coordination en cas d'urgence. La FLM est souvent sollicitée pour jouer un rôle prépondérant dans ces efforts de coordination ainsi que dans les forums d'ACT créés dans plusieurs pays. Les activités du DEM ont également reçu le soutien de donateurs œcuméniques dans le cadre du réseau d'ACT, ce qui lui a permis d'élargir le cercle de ses donateurs au-delà des institutions rattachées.

Il est également important de renforcer les capacités des partenaires locaux, y compris les Églises membres, comme le montrent les exemples d'El Salvador, de la République démocratique du Congo, de la Tanzanie, de la Sierra Leone, du Libéria et du Mozambique. Plusieurs membres du personnel du DEM et d'Églises membres ont participé aux programmes de formation à la gestion des activités d'urgence organisés à l'Université du Zimbabwe et ailleurs.

Évaluation

Les programmes d'aide d'urgence de la FLM – dans les Balkans, au Mozambique, en Éthiopie, en El Salvador et au Gujarat (Inde) – ont bénéficié de l'évaluation d'ACT. Les conclusions et recommandations de cette instance ont contribué à améliorer les activités d'aide d'urgence de la FLM et ont également abouti à la mise en place de mesures de préparation aux catastrophes.

Préparation aux catastrophes

Le DEM dispose de collaborateurs et collaboratrices compétents et professionnels prêts à être envoyés sur place en cas d'urgence. Ce groupe a été élargi pour inclure du personnel des institutions rattachées. Le Bureau de coordination d'ACT dispose aussi d'un groupe qui comprend plusieurs membres du personnel du DEM et qui

peut englober également l'équipe du DEM. Par exemple, deux membres asiatiques du personnel de l'Équipe de coordination et d'évaluation d'ACT ont été envoyés en Afghanistan lors de la crise de la fin 2001.

Ainsi, la préparation aux catastrophes ou la gestion des risques font l'objet d'une attention accrue partout dans le monde. Actuellement, nos efforts sont centrés sur la formation, la création d'équipes et la constitution de réserves d'urgence ; nous élaborons aussi une carte des régions où les risques de conflits ou de catastrophes sont les plus grands et qui, de ce fait, sont particulièrement vulnérables.

Le projet Sphère

Lancé en 1997, ce projet a pour objectif d'améliorer la qualité de l'aide apportée aux victimes de catastrophes et de renforcer la responsabilité des personnes engagées dans l'aide humanitaire. Le DEM fait partie du Comité de gestion du projet Sphère en qualité de membre du Comité directeur de l'intervention humanitaire et a été chargé de coordonner la réalisation du chapitre sur les sites et les abris du Manuel Sphère. Organisation pilote du projet Sphère, la FLM est soucieuse de respecter les critères de ce dernier.

À plusieurs reprises, la nécessité d'appliquer dans les activités humanitaires des critères respectueux de la dignité humaine a été démontrée. Lorsque les organisations de secours sont mal préparées ou incompétentes, les victimes des catastrophes en souffrent. Par exemple, bien que les ONG aient apporté une aide importante dans la région de Goma (Zaire oriental) en 1994, des dizaines de milliers de personnes sont mortes du choléra et de la dysenterie parce que ces organisations n'étaient pas en mesure d'apporter tous les secours qu'il aurait fallu. C'est précisément cette expérience qui a incité à améliorer la qualité des interventions en cas de catastrophes et qui a débouché sur la création du projet Sphère par les ONG concernées et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC).

Le projet Sphère est devenu une opération internationale impliquant de nombreuses organisations et a permis d'élaborer, dans le cadre d'un processus de concertation et de collabora-

tion, une charte humanitaire concernant les victimes de catastrophes et de définir des critères minimaux. Ce processus a débouché sur la rédaction d'un Manuel Sphère, traduit en 16 langues, de brochures, de vidéos d'information et de formation et d'un site sur la Toile. Le projet Sphère comprend également des efforts de vulgarisation et des activités de formation. Un grand nombre d'exposés, de séances de formation et de séminaires ont eu lieu dans le monde entier et un programme pilote d'application a été lancé.

La FLM a consacré ses efforts à la reconnaissance de cette charte humanitaire et de ces normes minimales à respecter en cas d'aide d'urgence, afin que les principes et leur application sur le terrain soient en harmonie. Au Secrétariat, les critères de Sphère sont inclus dans les discussions des instances dirigeantes et dans les lignes directrices, y compris les Buts et Objectifs de la FLM. Sur le terrain, la documentation relative à Sphère a été largement distribuée et



des réunions régionales de formation ont été organisées. De nombreux membres du personnel ont suivi des cours de formation. Dans le cadre de 4 programmes sur le terrain, on a proposé des réunions de formation rassemblant diverses organisations, et 5 membres du personnel de la FLM ont accompli un cours d'une semaine destiné aux formateurs et formatrices. Tous les programmes sur le terrain comprennent des plans

d'action sur deux ans, destinés à assurer la formation des personnes et l'application des critères de Sphère à tous les niveaux des activités d'aide en cas de catastrophe.

Défis futurs

Le principal défi pour l'avenir consistera à créer un modèle assurant dans la durée les secours, la reconstruction et le développement dans les régions où les besoins sont permanents. À cause notamment de l'influence des médias, la générosité du public ne se manifeste que pendant la phase de l'aide d'urgence suivant immédiatement la catastrophe, tandis que les ressources destinées aux activités cruciales de reconstruction et de développement se font beaucoup plus rares. Tant que cette situation prévaudra, des groupes humains importants demeureront à la merci des forces de la nature et des mauvais gouvernements. La solidité de la société civile et l'élimination de la pauvreté constituent le fondement d'un développement durable et intégré ; elles contribuent par ailleurs à limiter la vulnérabilité et à soulager les souffrances humaines.

De nos jours, la pandémie du VIH/SIDA, notamment dans l'Afrique sub-saharienne, doit être considérée comme une urgence absolue. De même, les efforts en faveur des enfants soldats et des personnes réfugiées et déplacées revêtent une importance croissante. Nous devons poursuivre nos efforts en vue d'une meilleure préparation, d'un resserrement de la collabora-

tion et de la coordination avec les autres membres d'ACT et de l'amélioration de la planification, de la mise en place, de la surveillance et de l'évaluation des programmes.

Personnes réfugiées et déplacées internes (sigle anglais IDP)

Selon le HCR, près de 22 millions de personnes ont fui leur pays d'origine pour trouver refuge dans un autre pays : 6,1 millions en Afrique, 8,4 millions en Asie ; 5,6 millions en Europe, 1,6 million en Amérique latine et du Nord. En outre, on estime que 20 à 25 millions de personnes déplacées internes ont quitté leur domicile (en général à la suite d'une guerre civile) pour se réfugier dans une autre région de leur pays d'origine plutôt qu'à l'étranger.

Depuis 1947, le DEM apporte une aide aux personnes réfugiées, d'abord en Europe à la suite de la Deuxième Guerre mondiale, puis, depuis les années 1960, en Afrique, en Asie, en Europe centrale et orientale et en Amérique latine. Il a acquis une grande expérience en matière d'insertion des réfugiés dans l'agriculture, grâce à une approche centrée sur l'autonomie et le développement qui a encouragé les relations de partenariat et la collaboration avec le HCR. Le DEM est une organisation active, engagée aux niveaux œcuménique et mondial. Des programmes de rapatriement volontaire, mis en place avec l'étroite collaboration du HCR et d'autres ONG, sont venus en aide à des milliers de personnes réfugiées et déplacées internes dans de nombreux pays.

La FLM entretient avec le HCR des relations de longue durée des plus fructueuses. En décembre 2000, ces deux instances ont signé un Accord cadre de partenariat destiné à améliorer leur collaboration en matière d'aide aux personnes réfugiées. Aux termes de cet Accord, « le HCR et la FLM renforceront leurs relations de travail en s'engageant conjointement : à appliquer les critères de conduite les plus stricts ; à améliorer les mécanismes de concertation et de collaboration ; à coordonner la planification et la mise en œuvre des programmes ; à utiliser efficacement les ressources ; à coordonner leurs stratégies respectives en matière de sécurité et de communications. »

La FLM considère le HCR comme un élément central des activités internationales lors des crises entraînant des afflux de personnes réfugiées

De nombreuses personnes réfugiées et déplacées internes au Libéria perdent contact avec les membres de leur famille lorsqu'elles fuient les zones de guerre.

© LWF/C.Pitchford





En Mauritanie, des femmes oeuvrent à l'avenir de leur village en plantant des arbres, source future de nourriture pour les animaux et de revenus pour la communauté.

© C. Shirley

et estime que son mandat de protection doit être renforcé et bénéficier d'un plus large soutien. Comme d'autres ONG, la FLM se trouve de plus en plus souvent appelée à assumer cette tâche dans des régions où les Nations Unies ne sont pas présentes. Cette situation doit retenir notre attention : la mission de protection fondamentale du HCR devrait être réaffirmée et il faut que les ONG qui sont ses partenaires disposent de moyens plus importants. Avec son réseau mondial d'Églises membres, la FLM est disposée à apporter son aide aux côtés des institutions œcuméniques qui lui sont rattachées et d'autres.

Face à la négligence croissante dont les États font preuve à l'égard de leurs obligations internationales concernant les personnes réfugiées, le HCR a organisé en novembre 1997 des colloques « tous azimuts » consacrés à son mandat de protection. Au début de 1999, des ONG comme la FLM et l'IFRC se sont jointes à ce dialogue dont l'objectif général est de réaffirmer le soutien aux principes fondamentaux de la protection des réfugiés et aux institutions qui s'y vouent.

La forte présence des ONG dans les communautés de personnes réfugiées et celles qui les accueillent leur permet d'assumer des activités de protection. L'un des principaux résultats des colloques mentionnés ci-dessus a été la création d'un projet de trois ans destiné à offrir au personnel de niveau moyen des ONG et de l'IFRC travaillant sur le terrain des connaissances de base relatives à la protection des réfugiés, afin d'améliorer celle-ci et

la collaboration sur place entre le HCR et les ONG. En Zambie, la FLM a accueilli le premier atelier de formation pratique. Grâce à des méthodes telles que les exercices en groupes, les études de cas, les débats et les discussions sur des sujets précis, on assure une formation optimale et en prise avec les conditions régnant sur le terrain. Ces ateliers ont les objectifs suivants :

- Renforcer la compréhension des critères de base concernant la protection des personnes réfugiées
- Définir clairement les rôles et responsabilités
- Faire prendre conscience des éléments nécessaires à la création de conditions durables
- Identifier les facteurs de vulnérabilité propres aux femmes et aux enfants réfugiés
- Rassembler les idées propres à lancer des initiatives communes des ONG et du HCR en matière de protection

Environnement

Il n'est plus possible d'ignorer l'impact des activités humaines sur l'environnement. Nous surexploisons et détruisons les ressources naturelles de la planète, qui devraient pourtant être à

la disposition de tous et des générations futures. Cette destruction s'accélère. Pour le DEM, la préoccupation de la sauvegarde de la création divine inclut la mise en pratique dans les contextes qui sont les nôtres de l'Agenda 21 adopté en 1992 au Sommet du développement durable de Rio.

Le développement humain dépend de la création. Dans les activités humanitaires, on néglige souvent l'aspect écologique parce que d'autres besoins (nourriture, abris, santé, hygiène) semblent plus urgents. L'approche holistique de la FLM considère que l'écologie est l'un des éléments de la durabilité de notre service. Comme l'amélioration des conditions écologiques réduit la vulnérabilité des pauvres, les activités humanitaires de la FLM visent à procurer à ceux-ci des conditions d'existence compatibles avec le développement durable. Dans les programmes du DEM, les facteurs écologiques sont prioritaires et la gestion durable de l'environnement constitue un élément fondamental de ses obligations.

Depuis la Neuvième Assemblée, le DEM a multiplié ses efforts pour protéger l'environnement dans le cadre de ses projets et pour intensifier les bénéfices écologiques de ces derniers, comme le manifestent ses *Environmental Guidelines (Lignes*



Le programme du Cambodge inclut des activités de déminage.
© LWF/DWS Cambodia

directrices écologiques) de 1997, les *Guiding Principles for Sustainable Development (Principes directeurs du développement durable)* de la FLM (2000) et le *Environmental Reporting, Monitoring and Evaluation System ERMES (Système de rapports, de surveillance et d'évaluation écologiques)* du DEM (2000). Le souci de l'environnement est obligatoirement présent dans tous les programmes nationaux du DEM. Le système ERMES se trouve sur Internet et est constamment mis à jour pour

offrir une aide, la mise en commun des informations et une formation aux questions écologiques par l'entremise du DEM à Genève.

Le réseau écologique des programmes nationaux vise à renforcer la préoccupation de la FLM pour l'environnement. Ce réseau soutient des programmes nationaux et favorise la formation à la gestion de ces problèmes ainsi que l'adaptation des activités régionales en vue d'une intégration à l'approche écologique de la FLM. Les défis à relever actuellement sont l'intégration des critères écologiques dans les secours d'urgence ainsi que dans les critères Sphère, indissociables de tous les appels lancés par ACT. Un autre défi concerne la défense des principes écologiques dans des domaines tels que les organismes génétiquement modifiés, les brevets sur les semences et les formes de vie, l'agriculture écologique, les changements climatiques, etc. La FLM va continuer à s'intéresser à ces problèmes, en collaboration avec ses partenaires.

Déminage

Le DEM a élaboré des lignes directrices concernant les activités de déminage qui visent à intégrer ces dernières dans les programmes de reconstruction et de développement. Le déminage humanitaire va dans le sens du développement durable et contribue à accomplir les objectifs définis dans les textes de planification et de contrôle. L'amélioration des programmes nationaux exige que la FLM dispose de connaissances techniques en matière de déminage. Les lignes directrices dans ce domaine ont été élaborées sur la base d'un accord de collaboration entre le DEM et le Département d'aide d'urgence de DanChurchAid.

Faire connaître le Département d'entraide mondiale

Au cours de l'EXPO mondiale 2000 de Hanovre (Allemagne), des membres du personnel du DEM ont présenté les activités de ce département. Pour ce faire ils ont, entre autres, exposé de la nourriture, des outils et des médicaments servant à l'aide d'urgence. Un camion utilisé pour cette présentation a ensuite été envoyé en Sierra Leone où il a servi à des opérations de secours.

Le DEM a accueilli un atelier d'échanges pour les spécialistes de la communication et de la mobilisation de fonds des institutions rattachées à la FLM. Il avait pour objectif d'améliorer la mobilisation de fonds et la communication en matière de secours d'urgence auprès des membres des Églises et des donateurs et donatrices des pays développés. Cet atelier a montré qu'il fallait intensifier la communication directe entre les programmes sur le terrain et les spécialistes de la communication. Il a également souligné l'utilité des visites annuelles entre ces spécialistes et les institutions de mobilisation des fonds. D'autres ateliers en Mauritanie (2001) et en Érythrée (2002) ont permis d'améliorer la qualité des rapports communiqués aux institutions rattachées.

La défense des droits dans les activités de développement et de secours

Les *Guiding Principles for Sustainable Development* de la FLM inspirent toutes les activités de la Fédération. Bien que le DEM partage ces principes avec d'autres ONG et gouvernements, ils émanent d'une part de l'expérience des Églises et du DEM acquise pendant des décennies de travail sur le terrain, que ce soit lors d'opérations de secours ou d'activités de développement, et d'autre part des conceptions théologiques des Églises membres. Ces principes mettent notamment l'accent sur les droits de la personne, la spécificité des sexes, la communication et le développement. Ils permettent aux Églises luthériennes de mieux comprendre et analyser le développement, de planifier et mettre en œuvre des projets de développement, de motiver leurs requêtes aux donateurs et donatrices et de faire mieux connaître le travail de la Fédération aux fidèles et au grand public.

Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL)

Depuis 1992, la FLM participe activement à l'ICBL, après avoir préconisé les négociations – auxquelles elle s'est associée et qui ont abouti au Traité d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel, signé en décembre 1997 par plus de 120 gouvernements. Le même mois, la FLM était représentée au sein de la délégation de l'ICBL qui s'est

rendue à Oslo pour y recevoir le Prix Nobel de la paix, attribué également à la coordinatrice de la Campagne, Mme Jody Williams.

Tous les membres de la communauté luthérienne ont joué un rôle actif dans cette Campagne. Les Églises membres du monde entier ont lancé des campagnes d'information et d'éducation pour faire prendre conscience du problème des mines antipersonnel et pour inciter leurs gouvernements à soutenir l'interdiction de ces engins. Depuis 1998, la FLM est représentée au sein du Comité de coordination de l'ICBL, qui définit les objectifs de la Campagne ainsi que sa stratégie. La FLM collabore étroitement avec les gouvernements pour surveiller l'application du Traité aux niveaux politique et pratique. Au cours de ces dernières années, les institutions rattachées à la FLM ont apporté des contributions pécuniaires considérables à la Campagne.

En octobre 2002, 145 pays avaient signé le Traité d'Ottawa, et parmi eux 129 avaient ratifié la Convention. Cet engagement politique est suivi d'activités concrètes. Voici quelques tendances encourageantes, signalées par le Rapport annuel de l'ICBL sur les mines antipersonnel :

- Réduction considérable du nombre des États fabriquant des mines et du nombre d'engins fabriqués
- Diminution notable des mines antipersonnel posées
- Arrêt presque total du commerce des mines
- Destruction de plus de 27 millions de mines dans plus de 50 pays
- Déminage de vastes territoires
- Diminution considérable du nombre des victimes des mines.

Mais la tâche à accomplir demeure gigantesque :

- Plus de la moitié des pays du monde sont infestés par des mines antipersonnel
- En 2000, les mines ont fait de nouvelles victimes dans plus de 77 pays

- On continue à poser des mines
- En 2002, 50 pays, dont les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Inde et le Pakistan, n'ont pas encore signé le Traité.

Le DEM travaille dans de nombreux pays infestés de mines, parmi lesquels le Cambodge, l'Angola, le Mozambique, les Balkans, l'Érythrée et l'Éthiopie. Au Cambodge, par exemple, il collabore étroitement avec le Groupe consultatif sur les mines (MAG) pour veiller à ce que le terrain soit sûr avant que les habitants et habitantes ne rentrent dans leurs villages touchés par la guerre. Le MAG détecte et détruit les mines et enseigne aux habitants à limiter les risques de blessures causées par elles. Ce travail est indispensable, car la nécessité économique oblige les gens à pénétrer dans des zones que l'on sait minées.

Défense des droits au niveau local

Dans une approche du développement centrée sur la défense des droits, les communautés locales assument la responsabilité de leur propre développement et la défense de leurs droits auprès des autorités. Ces initiatives sont soutenues par le DEM sur le terrain et, le cas échéant, au niveau international. En El Salvador, par exemple, le DEM soutient un projet appelé « Les anciens combattants du FMLN participent à la lutte pour la justice, la réintégration sociale et le pouvoir local ». Ce groupe de plus de 2229 anciens combattants vivant dans plus de 111 communautés soutient les réseaux de ses membres qui luttent pour obtenir de meilleures conditions de vie.

Au Kenya, le Groupe féminin Konyrot s'est constitué autour de veuves obligées de se remarier avec leurs beaux-frères. Il aide ces femmes à prendre leur vie en mains et à prendre les décisions les plus favorables à leurs intérêts et à ceux de leurs enfants. Les membres du groupe partagent aussi leurs préoccupations et leurs souffrances et cherchent comment gérer seules leurs affaires.

Création de réseaux

Les activités de défense des causes au niveau de la communauté luthérienne sont menées essentiellement en concertation avec les Églises

et les ONG. La FLM collabore étroitement avec ses Églises membres, leurs programmes sur le terrain et leurs institutions rattachées. Son engagement œcuménique dans la défense des causes se manifeste également au sein du réseau de l'Alliance œcuménique « agir ensemble » (EAA). Par l'entremise du réseau APRODEV (Association des organisations de développement européennes rattachées au COE), la FLM participe à la défense de diverses causes dans le cadre de l'Union européenne, notamment dans le domaine de la politique du développement.

Les partenariats extérieurs ne sont pas moins importants pour cet aspect des activités du DEM. C'est ainsi que la FLM est un membre actif du Conseil international des agences bénévoles (ICVA) et de la SCHR, alliance de 9 organisations humanitaires vouées aux actions communes dans le domaine de la coordination de l'aide et de la défense des causes humanitaires, de la protection et de la sécurité, des critères et de la responsabilité, des mines antipersonnel et des armes individuelles. La SCHR est l'une des trois ONG membres du Comité permanent interorganisations des Nations Unies (IASC). Avec Interaction, la SCHR a créé le projet Sphère et le gère. Les membres de la SCHR comprennent CARE International, Caritas Internationalis, le CICR, l'IFRC, l'Alliance internationale « Save the Children », la FLM, Médecins sans frontières international, Oxfam et le COE.

Développement du potentiel local, formation à l'autonomie et développement durable

La formation des organisations communautaires locales constitue un élément important du plan stratégique du DEM. Ses efforts dans ce domaine reflètent sa conviction que la durabilité est avant tout l'œuvre et la responsabilité des communautés locales et de leurs organisations, y compris les Églises. Le rôle des partenaires nationaux et internationaux consiste à soutenir et à accompagner les communautés locales et à collaborer avec elles pour développer le potentiel local et déterminer leur propre avenir. Les activités de formation à l'autonomie du DEM comportent la conscientisation politique, les activités favorables à la communauté et le soutien des groupes pour



Un étudiant bénévole dispense des conseils dans le cadre du programme ougandais pour les personnes vivant avec le VIH/SIDA, Province de Rakai.
© LWF/M.Jensen

leur faciliter l'accès aux autorités gouvernementales et autres. En outre, avec ses Églises membres et ses institutions rattachées, le DEM peut se soucier des problèmes aux niveaux national et international et enrichir les débats internationaux des expériences acquises au niveau local.

VIH/SIDA

Lorsque l'Assemblée se déroulera en 2003, plus de 36 millions de personnes seront touchées par le VIH/SIDA. Plus de 600'000 enfants seront infectés chaque année. Depuis que les premiers cas de VIH/SIDA ont été recensés il y a plus de 20 ans, plus de 22 millions de personnes sont mortes dans le monde entier. Cette épidémie réduit à néant les progrès du développement, fait mourir des millions de personnes, creuse le fossé entre les riches et les pauvres et mine la sécurité sociale et économique.

Dans les pays où la maladie est la plus virulente, il est difficile de se faire une idée précise de ses effets quand on sait qu'elle va tuer plus de la moitié des jeunes adultes, en général avant qu'ils n'aient fini de pourvoir aux besoins de leurs enfants ou de leurs parents âgés. De nombreuses Églises sont engagées dans la tâche difficile et courageuse de prendre soin des individus, des familles et des communautés touchés par le VIH/SIDA. Les programmes sur le terrain et les Églises membres sont bien placés pour prendre la tête des opérations face au VIH/SIDA.

Les programmes du DEM relèvent ce défi de deux manières : (1) par des mesures de développement orientées plus particulièrement sur les problèmes du VIH/SIDA ; (2) par des projets de développement plus intégrés, fondés sur les communautés, qui prennent en compte le VIH/SIDA. Toutes ces initiatives sont prises d'entente avec les autorités et les Églises locales ainsi que les ONG partenaires et les alliances qui les regroupent.

En Angola, par exemple, les activités comprennent des séminaires de conscientisation et de formation, la distribution de brochures gratuites, de préservatifs et de banderoles. Des vidéos d'information et de formation sont à disposition. On agit aussi dans les camps de personnes déplacées, en étroite collaboration avec leurs comités sanitaires. Le DEM forme par ailleurs les collaborateurs et collaboratrices de 11 Églises angolaises à des activités de conseil et de défense des personnes touchées.

Au Cambodge, un projet pilote sur le VIH/SIDA à Kam Rieng (Battambang) se poursuit avec la collaboration de l'Entraide des Églises norvégiennes. Travaillant par delà les frontières, ce projet s'adresse aux groupes les plus touchés : les personnes pratiquant la prostitution, celles qui les emploient et leur clientèle. L'objectif consiste à conscientiser les gens et à lutter contre l'exclusion des personnes touchées ; en outre, on distribue largement des trousseaux de test à usage domestique par l'entremise des pagodes,

des Églises et des anciens des villages lors de campagnes d'information et de conseil menées en faisant du porte-à-porte. Depuis 2001 les équipes VIH/SIDA ancrées dans la communauté ont commencé à travailler dans des projets de développement rural intégré. Ces équipes sont constituées du personnel de santé de la province, des collaborateurs et collaboratrices au développement du DEM et de volontaires sanitaires venus des villages ; elles travaillent selon un modèle national de soins aux communautés et de soutien aux victimes du VIH/SIDA. Ce modèle se fonde sur les relations avec les instances gouvernementales et non gouvernementales. L'ensemble du personnel du DEM au Cambodge a été formé à la conscientisation au VIH/SIDA.

La conscientisation au VIH/SIDA s'insère dans les projets de développement communautaire et de soins de santé primaires. Conformément à l'approche du DEM, le travail est entrepris d'entente avec l'Église et/ou les partenaires locaux, y compris le gouvernement, et s'efforce non seulement de modifier les comportements individuels mais se soucie également des communautés et des problèmes sociaux et économiques qu'elles rencontrent.

La conscientisation au VIH/SIDA fait également partie des secours d'urgence du DEM. Il met notamment l'accent sur les éléments suivants : lutte contre la discrimination à l'égard des victimes ; prévention ; techniques de conseil ; ateliers ; formation de formateurs et formatrices ; distribution gratuite de préservatifs dans les communautés locales et les camps ; prise en charge des orphelins du VIH/SIDA ainsi que des communautés et familles touchées. Certains programmes accordent une attention particulière à l'éducation des jeunes et des femmes. Le matériel pédagogique est élaboré dans la langue locale et l'on fait appel à des formateurs et formatrices, à des responsables de jeunes et de communautés, aux écoles et aux groupes locaux.

En Ouganda, le projet Rakai du DEM a eu des effets notables sur l'incidence du VIH/SIDA dans la région. Il a formé plus de 200 conseillers et conseillères bénévoles dans les communautés locales qui ont travaillé auprès des orphelins du VIH/SIDA et des personnes touchées par la maladie. Les conseillers aident également à mettre les personnes en rapport avec les systè-

mes de soutien communautaires. En outre, le projet soutient les groupes issus de la communauté et les encourage à prendre soin des personnes touchées par le VIH/SIDA.

Membre de l'Alliance œcuménique et de son Groupe de travail stratégique sur le VIH/SIDA, la FLM a joué un rôle important dans la campagne de l'Alliance sur le VIH/SIDA. Lancée en 2001 à l'occasion de la Journée mondiale du SIDA, cette campagne œcuménique mondiale poursuit 4 objectifs prioritaires :

- Inciter les Églises à faire respecter la dignité et les droits des personnes touchées par le VIH/SIDA et à encourager une attitude de respect et de sollicitude rejetant toute forme de condamnation et de discrimination.
- Promouvoir les activités de prévention du VIH/SIDA qui visent les causes profondes de la vulnérabilité.
- Mobiliser des ressources pour prévenir le VIH/SIDA et pour soigner et guérir les personnes vivant avec la maladie et touchées par elle.
- Améliorer l'accès aux soins et aux traitements des personnes vivant avec le VIH/SIDA et touchées par lui.

Toutes les Églises membres ont reçu des informations sur cette campagne et ont été encouragées à y participer.

Le plan d'action de trois ans de la FLM intitulé « Compassion, conversion, soins : la réponse des Églises à la pandémie du VIH/SIDA » a été lancé en 2002 pour répondre au besoin urgent de modifier radicalement les attitudes dans toute la communion luthérienne et pour motiver et encourager les Églises membres à adopter un comportement courageux et efficace. Il entend en priorité créer des communautés de soins et de solidarité qui respectent la dignité et les droits de toutes les personnes vivant avec le VIH/SIDA. Dans la plupart des paroisses on trouve une personne ou une famille touchée par la maladie. Si dans certaines Églises membres, ses effets ne sont pas encore visibles, dans d'autres, il y a chaque jour des services funèbres ; le nombre

des orphelins se multiplie et on voit s'effondrer les systèmes sociaux et économiques.

Le plan d'action rattache la réponse au VIH/SIDA aux activités de programme de la FLM. Il met l'accent sur la lutte contre la discrimination, la conscientisation, la formation des responsables, la franchise en matière de sexualité et de pratiques sexuelles, la mise à disposition de ressources pédagogiques et financières et la défense des droits des personnes. Le VIH/SIDA constitue un défi majeur auquel la Dixième Assemblée se doit de répondre.

Colloque mondial sur la diaconie

En novembre 2002 un colloque mondial sur la diaconie a eu lieu à Johannesburg (Afrique du Sud). Il avait pour objectif d'approfondir la compréhension de la diaconie nationale et internationale et de ses diverses formes d'expression, à la fois dans le cadre de la vocation et de l'identité de l'Église et dans le contexte de la société contemporaine. Ce Colloque devait relever le défi d'examiner de nouvelles manières de concevoir et de pratiquer la diaconie face aux problèmes cruciaux qui mettent en danger la vie humaine et l'avenir de la famille humaine. Le Colloque a permis d'exprimer la diversité des réponses chrétiennes à la souffrance humaine, qui, dans une large mesure, exige

l'action concertée de toutes les Églises et de toutes les personnes de bonne volonté

Formation et échanges

Le succès des activités du DEM dépend notamment des capacités de son personnel. Au cours des 6 dernières années, des centaines d'ateliers et de séminaires ont été organisés pour permettre au personnel de faire face à ses responsabilités et de s'adapter à un environnement en mutation. Le personnel de quelques programmes sur le terrain a pu bénéficier d'une formation de niveau universitaire grâce à des fonds mis à disposition par l'institution finançant tel ou tel programme. Un certain nombre de bourses ont été accordées au personnel de quelques pays en vue d'études à l'étranger ou de cours universitaires dans leur pays, suivis parallèlement à leurs activités professionnelles.

Les échanges de visites de membres du personnel, sous forme de voyages d'étude et de contacts sur le terrain, ont été nombreux et enrichissants ; ils incluaient également des bénévoles et des stagiaires, recommandés et soutenus financièrement par les Églises membres et les institutions rattachées. Au cours des 6 dernières années, 25 bénévoles, dont 20 femmes, de 10 pays (dont un du Sud) et 173 stagiaires, dont 88 femmes, de 20 pays (dont 10 du Sud), ont participé à des programmes sur le ter-



Participante au Colloque mondial sur la Diaconie, ayant modelé de la terre glaise en forme de croix au cours d'une méditation, Johannesburg, Afrique du Sud (novembre 2002).
© LWF/D.-M. Grötzsch

rain. Ces deux groupes ont tiré grand profit de ces expériences.

Par le passé, la formation répondait aux souhaits exprimés par les membres du personnel ou aux exigences de leur travail et tendait à corriger certaines insuffisances constatées. On envisage de modifier cette approche : la formation sera désormais proactive et visera à développer les ressources humaines. Conformément au plan stratégique, la formation devra mettre l'accent sur les valeurs et les comportements en rapport avec l'organisation, et ce afin de créer une « organisation d'apprentissage » plus souple et plus apte à répondre aux besoins. Le DEM va également appliquer certains critères et normes externes et collaborera étroitement avec les autres départements de la FLM, avec ACT, les institutions rattachées, les Églises et d'autres partenaires.

Les programmes sur le terrain ont permis d'accumuler un riche fonds d'expérience en matière de service humanitaire et de gestion du développement dans son ensemble. Il existe de nombreuses occasions de partager et de communiquer cette expérience et de mettre en valeur les talents locaux. Le DEM n'est pas obligé de partir de zéro pour développer ces talents : dans la plupart des cas, il peut faire appel à un vaste réservoir de connaissances, de capacités et d'expériences existant dans les communautés. Nous avons beaucoup à apprendre des communautés, tout en leur transférant des connaissances tech-

niques et administratives grâce à une formation appropriée. C'est ainsi que s'opérera un transfert des responsabilités réussi.

Programme de Jérusalem

À Jérusalem, les six dernières années ont été riches en événements et la mission de la FLM en Palestine n'a jamais été aussi importante que de nos jours.

Hôpital Auguste Victoria

Le maintien de cet hôpital a fait l'objet de nombreuses discussions au sein de la FLM. Malgré la restructuration opérée en 1996, l'établissement a dépassé la limite budgétaire des ressources financières du programme local de la Fédération. Un conseil d'administration a été nommé en 1997 ; il a procédé à la réorganisation de la gestion, à la réduction des dépenses et à la mise en place d'un plan de développement. Au cours des 5 dernières années, l'Hôpital Auguste Victoria a fait la preuve de son utilité pour les réfugiées et réfugiés, ainsi que pour l'ensemble de la communauté. L'établissement offre maintenant des services de santé généraux ainsi que des services spécialisés dont on ne dispose pas ailleurs en Palestine.

Depuis septembre 2000, Auguste Victoria a soigné des blessés et assuré des services précieux

Fille sous dialyse à l'hôpital
Augusta Victoria Hospital,
Jérusalem Est.
© T. Lohnes



en Cisjordanie. Des médecins spécialisés ont été détachés auprès de l'hôpital de Qalqyia, près de Naplouse ; des spécialistes en pédiatrie et en ORL se rendent régulièrement dans les camps de réfugiés avec des dispensaires mobiles, et les patients en orthopédie ont pu être transportés à l'hôpital en provenance de régions dont il n'est normalement pas possible de sortir. En outre, des infirmières et une sage-femme d'Auguste Victoria soignent des patients de Cisjordanie.

Avec le soutien de la Norvège et de la Suède, la FLM a pu réduire le déficit de l'établissement. Cette aide, ainsi que l'engagement d'Auguste Victoria de respecter les limites du budget, ont eu un effet bénéfique sur les programmes de Jérusalem et les activités de la FLM.

Centre de formation professionnelle (VTC)

Le VTC veut contribuer à édifier une société civile solide en proposant une formation qui permette à ceux qui en bénéficient de trouver un emploi. Ses programmes sont adaptés au marché et offrent à des femmes la possibilité de se former dans des domaines sortant des voies traditionnelles, comme les télécommunications par exemple. Les personnes formées effectuent aussi des stages en entreprises. Un Conseil consultatif créé en 2001 suit les activités et formule des recommandations concernant la stratégie, les orientations et l'évolution financière du Centre. Le VTC tient aussi compte des remarques des parents, des personnes formées et des entreprises palestiniennes pour continuer à offrir des programmes de qualité et adaptés aux exigences du marché.

Ces dernières années, le VTC a connu des changements considérables. Il a engagé sa première directrice et deux instructrices ; l'atelier de tournage a été fermé, on a commencé à offrir une formation en électronique à des femmes et le Centre met désormais l'accent sur la formation professionnelle, par opposition à la formation secondaire. La présence d'étudiantes et d'instructrices a profondément modifié l'atmosphère régnant dans le Centre, avec des effets bénéfiques sur les étudiants masculins : la formation a acquis ainsi une nouvelle dimension. L'objectif est de parvenir à équilibrer la représentation des sexes.



Dispensaires de village

À Jérusalem, les dispensaires de village assurent une part considérable des soins de santé en Cisjordanie. L'offre des services est coordonnée avec les programmes de soins de santé primaires de l'Autorité palestinienne. Ainsi, les quelque 40 000 Palestiniens vivant à l'ouest de Ramallah et bénéficiant des soins des dispensaires sont intégrés dans le système de santé palestinien général.

Le Programme des dispensaires de village veut assurer des soins de santé primaires de qualité et améliorer le niveau de la formation et des soins à domicile. La formation a été étendue pour inclure désormais non seulement les instructions données aux malades chroniques mais aussi des programmes éducatifs plus approfondis dans les villages. Ces programmes s'étendent sur une année environ et comprennent des instructions concernant les soins aux bébés, les premiers secours, l'hygiène, les soins aux malades chroniques, les problèmes de santé spécifiques des femmes, etc. Ainsi dans chaque village on trouve

Tamar, l'une des premières femmes à étudier au Centre de formation professionnelle de la FLM à Beit Hanina, Jérusalem Est, photographiée dans le département Informatique nouvellement créé.
© LWF/R.Hinz

Dans le cadre d'un programme international sponsorisé conjointement par la FLM et ACT, au village de réinstallation de Bundas, province de Moxico dans la partie Est de l'Angola, des femmes cultivent la terre pour nourrir leur famille.
© LWF/ACT International/P.Jeffrey



des gens qui ont reçu une formation de base en matière de santé communautaire. Le programme de soins à domicile est destiné aux jeunes mères et aux malades des villages qui n'ont pas accès à d'autres services de santé. Les malades en fin de vie et les personnes handicapées constituent des priorités. A la suite de l'isolement imposé aux villages par Israël, ce programme a acquis une importance accrue.

Ateliers pour aveugles

Sauf à Bethléem, les ateliers pour aveugles ont été intégrés à la Société de Jérusalem pour les aveugles (JSB). Ces deux programmes offraient en effet des ateliers de production identiques et se trouvaient en compétition pour trouver des fonds et une clientèle. Cette fusion les a rendus plus efficaces financièrement parlant et donc plus viables. Le DEM de Jérusalem a offert son équipement et a apporté un soutien aux ateliers ainsi fusionnés.

Au sein des programmes de Jérusalem du DEM, l'atelier pour aveugles continue à fabriquer des brosses pour les personnes privées, les sociétés et les administrations. Le DEM procure le matériel, contribue au loyer et finance l'assurance-maladie sans laquelle les membres de l'atelier ne pourraient pas assurer leur subsistance et celle de leurs familles.

Programme de prêts et bourses

Au cours des 6 dernières années, le DEM a procuré des bourses ou des prêts à plus de 150 étudiantes et étudiants palestiniens. Avec la réorganisation des fonds, ces personnes ont pu fréquenter des universités palestiniennes où elles n'auraient pu poursuivre leurs études qu'avec difficulté. Pendant les deux dernières années, l'économie palestinienne s'est détériorée et le taux de chômage est très élevé. Le nombre des personnes demandant à bénéficier du Programme et se trouvant dans des situations sans issue a considérablement augmenté. Le conflit se poursuit avec la même intensité.

Maison d'hôtes

Avec l'aide des enseignants et des étudiants du VTC, tous les bâtiments situés sur la propriété ont été rénovés et transformés en maisons et appartements d'hôtes. Les jardins et les plantations d'oliviers ont été améliorés et bien entretenus. On a créé ainsi un cadre attrayant et protégé pour les maisons d'hôtes qui seront utilisées par les groupes et les personnes invités à participer au Programme, à assister à des séminaires et à jouir du calme favorisant la méditation et la prière. On a repris d'anciens projets

visant à utiliser la propriété pour en faire un lieu de rencontres, dans l'espoir que le Programme favorisera le dialogue entre les communautés religieuses de la Terre sainte.

Évolution

L'importante propriété sur le Mont des Oliviers que la FLM gère au nom de la Kaiserin Auguste Victoria Stiftung (Fondation de l'impératrice Auguste Victoria), institution allemande, constitue un patrimoine de grande valeur. Un nouvel accord passé avec la Fondation permet désormais d'utiliser cette propriété pour en tirer des revenus destinés à financer les programmes du DEM. L'ELCJ utilisera également une partie de cette propriété pour accueillir des chrétiens palestiniens à Jérusalem. On contribuera ainsi à renforcer cette petite minorité en lui offrant des possibilités de se loger ; à l'heure actuelle il est très difficile de trouver un logement à Jérusalem.

Informations sur divers programmes nationaux

Angola

Malgré la signature du Protocole de Lusaka en 1994, le Programme doit continuer à se soucier des besoins des personnes déplacées et réfugiées désireuses de rentrer chez elles. La FLM est passée d'un programme d'aide d'urgence à un programme de reconstruction des communautés visant à encourager les gens à rentrer chez eux dans les régions considérées comme sûres. On a entrepris des activités dans les domaines de l'agriculture et de l'approvisionnement en nourriture, de la formation, de la santé et de l'hygiène. Les mines antipersonnel constituent toujours un danger. Bénéficiant de l'expérience technique de MAG, la FLM encourage la conscientisation aux risques que présentent les mines.

Toutes ces activités se sont interrompues lorsque la guerre a éclaté vers le milieu de 1998. La FLM a perdu tous ses biens dans la partie orientale de la province de Moxico. L'augmentation du nombre des personnes déplacées internes (qui a doublé pour atteindre 4 millions) a entraîné une nouvelle détérioration de la situa-

tion dans le chef-lieu de la province. Les personnes déplacées constituent actuellement près d'un tiers de la population du pays. Certaines ont été installées sur des terres cultivables proches des villes aux mains du gouvernement, ce qui leur a permis de produire leur propre nourriture et de réduire leur dépendance à l'égard des distributions. On estime que 60% des personnes déplacées souffrent de malnutrition.

Au début de 2002, la FLM gérait 15 stations abritant 80'000 personnes déplacées dans les provinces de Moxico et de Luanda Sul et s'est trouvée confrontée à des problèmes écologiques considérables. Parmi les activités du Programme figurent le reboisement, la production de manioc et de semences, l'amélioration des méthodes de culture, l'encouragement de méthodes de cuisson propre à économiser l'énergie et l'utilisation et la protection durables du sol. Des projets de formation et de micro-crédits ont aussi été mis sur pied pour encourager les activités lucratives des personnes déplacées.

En 1999, on a élaboré un plan stratégique pour lutter contre les causes profondes du conflit. On a introduit de nouvelles activités de programme, comme la promotion de la paix et de la réconciliation, l'édification d'une société démocratique, la mise en place d'infrastructures sociales, de l'approvisionnement en nourriture et de soins de santé primaires. Un colloque international tenu en novembre 1999 a recommandé de collaborer avec l'Église évangélique luthérienne d'Angola dans le cadre d'un projet de développement dans la province de Cunene. La planification détaillée de ces activités a déjà débuté.

La FLM et d'autres ONG présentes en Angola ont instauré un dialogue sur les personnes déplacées et leurs droits. Dans le pays, le mouvement en faveur de la paix est toujours plus vivace. On a formé un Comité interconfessionnel pour la paix en Angola (COIEPA) qui, pour la première fois, rassemble toutes les grandes Églises du pays pour travailler à mettre fin à la guerre. On espère que les événements récents déboucheront sur la cessation des hostilités.

Balkans

Il y a 8 ans, des traités de paix ont été signés, mais le retour des personnes réfugiées et la re-

construction de la communauté se sont faits beaucoup plus lentement que prévu. En 1999, la situation en Serbie s'est considérablement aggravée et la FLM a commencé à travailler au Kosovo et en Voïvodine. On espère que les profonds changements politiques opérés en 2001 permettront de reconstruire les communautés et d'encourager l'économie locale.

Depuis 1992, la FLM poursuit des activités de secours humanitaire en encourageant la reconstruction des communautés pour que celles-ci n'aient plus besoin d'aide matérielle extérieure. En 1997, 20% du Programme pour les Balkans étaient consacrés aux secours aux victimes de la guerre et 80% à la remise en place des structures, à la reconstruction de logements et à la création d'activités lucratives. Actuellement, la quasi-totalité des activités de programme de la FLM va à l'encouragement de l'économie locale, à la reconstruction de logements et à la remise en place des infrastructures.

En 2001 un plan quinquennal a été élaboré en concertation étroite avec les partenaires locaux. Le Comité permanent SCWES a approuvé la transformation du Programme des Balkans, qui a cessé d'être un programme d'aide d'urgence

pour devenir un programme national dès 2003. Cela permettra de se soucier à long terme des causes profondes des divisions ethniques, de la faiblesse de la société civile et des problèmes de l'économie locale.

Croatie

Depuis 1992, le Programme croate aide les personnes réfugiées à reconstruire leurs maisons et les infrastructures locales comme les jardins d'enfants, les écoles et les dispensaires. En 1998, un important programme d'aide au retour des réfugiés a été lancé dans la vaste région de Lika, très défavorisée. Les débuts ont été relativement modestes : on a aidé 101 familles à reconstruire leurs maisons au cours de la première année. Après 3 ans, il était possible d'aider chaque année plus de 700 familles. Des projets d'autosuffisance et de distribution de bétail et d'outils agricoles ont permis d'aider les réfugiés rentrant chez eux à reconstruire leurs maisons endommagées et à assurer la subsistance de leurs familles.

Bosnie du nord-ouest

En 1997, la FLM a lancé un projet d'aide au retour dans le nord-ouest de la Bosnie-Herzégovine, projet destiné à surmonter les barrières ethniques. On aide des réfugiés et réfugiés serbes de Bosnie à retourner chez eux dans la Fédération musulmane croate, et les réfugiés musulmans dans la Republika Srpska de Bosnie. Au cours des 6 dernières années, plus de 2000 maisons ont été reconstruites et plus de 6700 personnes sont revenues là où elles habitaient avant la guerre. La FLM a organisé la reconstruction d'écoles et de centres de santé, de routes et de ponts. Une aide de base sous forme de machines agricoles, de semences, d'engrais, d'outils et de conseils d'experts a aidé les familles à devenir autonomes.

Bosnie du nord-est

Ce Programme a débuté sous forme de secours d'urgence destinés à assurer l'alimentation et l'hygiène de 50'000 familles. En 1997, une intervention de longue durée a été mise en place pour reconstruire les communautés et favoriser le retour des personnes réfugiées. Le premier projet a

Reconstruction de maisons au Kosovo/dans les Balkans.
© LWF/A.Rosehurst



aidé 12 familles rentrées au pays à cultiver des légumes et a donné naissance à un vaste projet de la FLM qui a permis à 5500 familles d'assurer leur subsistance grâce à des cultures intensives.

On a appliqué ce même principe de débuts modestes pour l'aide apportée aux familles déplacées vivant dans des logements temporaires. En 1997, la FLM a encouragé 160 familles dans cette situation à se lancer dans une activité agricole. Depuis, le projet touche 2500 familles de toute provenance ethnique. On encourage notamment les relations économiques entre la Fédération musulmane croate de Bosnie et la Republika Srpska de Bosnie.

Kosovo

En août 1999, à la suite du retour de près d'un million d'Albanais du Kosovo dans leurs villages endommagés, la FLM a participé à l'intervention humanitaire d'ACT dans cette région. Dans le cadre d'un programme commun, la FLM a assumé la responsabilité de résoudre le problème du logement. Dans une optique d'auto-assistance, on a mis à disposition des ressources permettant à plus de 5400 familles de réparer ou de reconstruire leurs maisons. Au nombre des activités de soutien intégrées figuraient : la reconstruction de 40 km de routes entre les villages ; la construction de systèmes d'approvisionnement en eau et de sanitaires ; la distribution de matériel agricole et d'outils ; la formation ; la création de pépinières dans les écoles des villages.

Voïvodine

En 1999, à la suite des bombardements de l'OTAN sur la Serbie, la FLM a entrepris des activités dans le nord du pays, sur la base d'un accord passé avec l'Organisation humanitaire œcuménique, fondée en 1993 par les Églises protestantes de la Voïvodine. Ce programme, soutenu par ACT, est destiné en priorité aux membres les plus vulnérables de la société. En 2001 un projet transfrontalier unique a permis d'aider les réfugiés de Voïvodine dans le cadre des projets d'aide au retour mis en place par la FLM en Bosnie et en Croatie.

La capacité de la FLM de répondre de manière efficace et intégrée aux besoins des Balk-

ans a été rendue possible grâce au soutien des institutions rattachées, des programmes d'aide des gouvernements, de l'Agence européenne pour la reconstruction et de nombreuses personnes privées. L'engagement et le dévouement des membres du personnel travaillant depuis longtemps dans les divers pays ont constitué un élément essentiel du succès du Programme.

Cambodge

Le DEM gère 5 projets de développement rural intégré et un Centre de formation professionnelle (VTC) qui a formé près de 900 étudiants et étudiantes. Ces activités s'adressent surtout aux pauvres des régions rurales, dont beaucoup sont des personnes déplacées ou qui viennent de rentrer chez elles, aux femmes cheffes de famille, aux paysans sans terre, aux analphabètes ou aux personnes handicapées. Le déminage constitue souvent la meilleure manière d'entrer en contact avec les communautés et la condition première aux activités de reconstruction ; il joue un rôle crucial pour donner un sentiment de sécurité et de stabilité au personnel et à la population.

On a creusé des puits, des jeunes ont pu recevoir un enseignement primaire et on a construit des routes pour faciliter l'accès aux marchés et aux services de base. Le DEM travaille dans plus de 200 villages ; il a organisé l'élection et la formation de quelque 1750 comités de développement villageois (VDC) et créé de nombreuses autres institutions locales de développement.

Le personnel du développement communautaire collabore étroitement avec les VDC et aide des milliers de familles à retrouver confiance dans leurs capacités à gérer leurs affaires et celles de leur communauté. Des groupes organisés reçoivent des moyens pour offrir et/ou revendiquer les services de base qui leur sont dus. Les connaissances acquises par la formation participative et les réunions de conscientisation permettent non seulement d'améliorer la situation alimentaire et financière des gens, mais aussi de renforcer leur autosuffisance et leur sentiment de dignité.

On a organisé des réunions de conscientisation pour promouvoir les droits de la personne et on a émis des titres de propriété foncière. Les enfants ont désormais accès aux soins de santé primaires



Formation traditionnelle de sages-femmes.
© LWF/DWS Cambodia

et peuvent être vaccinés. Une formation technique accompagnée de démonstrations est offerte dans les domaines suivants : VIH/SIDA, nutrition, pisciculture, culture de légumes, riziculture, élevage, utilisation efficace des combustibles ; on a ainsi amélioré considérablement les connaissances et les capacités de la population. On a formé des responsables de l'élevage dans les villages, des sages-femmes et des volontaires des services de santé, qui rendent tous de grands services à leurs communautés. Des pépinières ont été créées et des arbres plantés, tandis que l'on a pris des mesures en vue du reboisement durable, géré par la communauté.

Au fur et à mesure que les communautés sont à même d'offrir ou de se procurer des services de développement, le DEM retire son personnel et ses ressources jusqu'à ce que la communauté soit « diplômée ». Il tourne alors ses efforts vers d'autres communautés dans le besoin.

Le DEM a été le principal agent d'ACT lors des inondations qui ont frappé le Cambodge. Dans le cadre du Programme, on a distribué du matériel de reconstruction et des tonnes de nourriture aux victimes de ces inondations, tout en collaborant avec la population et les autorités locales pour améliorer la préparation aux catastrophes.

Le VIH/SIDA constitue un défi considérable. Le DEM multiplie ses efforts de conscientisation

des communautés et de soins à domicile, dans le cadre des campagnes nationales. Les bureaux du projet ont été déplacés des chefs-lieux provinciaux aux chefs-lieux de districts, plus proches des populations visées. Ainsi, le personnel jouit d'un soutien plus efficace et entretient des relations plus étroites avec les communautés. On accorde la priorité à la formation du personnel autochtone, ce qui a permis de faire passer le nombre des collaborateurs et collaboratrices étrangers de 15 à 3. Le Programme s'est adapté aux besoins, aux droits et aux ressources des communautés, en passant des secours d'urgence et des activités de reconstruction au développement des personnes et de leur potentiel et à la défense de leurs droits.

Caraïbes / Haïti

Depuis 1996, le Programme des Caraïbes est centré sur Haïti et la République dominicaine, où vivent la majorité des Haïtiens les plus pauvres. En août 1997, un bureau de la FLM a été ouvert à Port-au-Prince. L'institut d'études sociales et politiques supérieures (ISPOS), fondé en 1998, contribue à la formation des responsables politiques et encourage le dialogue et la réconciliation au sein de la société haïtienne très fragmentée. En 2001, la FLM a remis l'IPSOS à des responsables locaux.

Lors des élections de 2000, la campagne de formation civique de la FLM, soutenue par le NCA, a encouragé les Haïtiens et Haïtiennes à voter. 25 partenaires de la FLM ont mis en place des réunions de formation destinées aux animateurs en instruction civique. Avec la Fédération des Églises protestantes, la FLM a joué un rôle dans l'observation des élections, sous l'égide de l'Organisation des États américains (OEA). 13 observateurs venus d'outre-mer ont suivi le premier tour des élections parlementaires, dont les résultats ont été contestés par l'OEA et l'opposition politique en Haïti.

En mai 2000, le DEM a organisé un colloque régional sur le renforcement de la société civile. Ses participants se sont engagés à lancer un vaste programme dans ce sens, avec l'aide de la FLM.

Entre 1999 et 2001, la propriété du Programme de la FLM en République dominicaine a été transférée à Procaribe, partenaire local qui soutient les communautés des *bateyes* (villa-

ges) pour améliorer leurs conditions de vie. Simultanément, diverses activités du projet de développement rural en Haïti ont été intégrées en un seul programme. Les coopératives locales et nos partenaires de la base ont bénéficié d'un soutien dans les domaines suivants : protection du sol, petits projets agricoles, aide aux petits planteurs, micro-crédits et exportation de café sous une étiquette « commerce équitable ».

En 2001 on a procédé à une évaluation externe de tout le Programme et une nouvelle planification des lignes directrices nationales (CSO) a permis de définir son orientation pour la période 2003-2007.

El Salvador et Guatemala

En mai 1995, la FLM a organisé un colloque pour définir les éléments de ses activités futures : reconstruction, réconciliation et démocratisa-

tion et renforcer leurs capacités en matière de développement autonome.

En 1999, nous avons dû faire face aux dégâts causés par l'ouragan Mitch. Les populations d'El Salvador, du Guatemala et du Honduras ont reçu une aide pour reconstruire les routes et les ponts, les maisons et les écoles, l'approvisionnement en eau, les installations sanitaires et de santé. On a ensuite lancé un Programme de préparation aux catastrophes, y compris la formation aux critères Sphère. Les Nations Unies et le gouvernement d'El Salvador ont pris cette formation en charge.

En janvier et février 2001, El Salvador a été dévasté par deux violents tremblements de terre. La FLM, ses partenaires œcuméniques et le réseau d'ACT ont pu venir en aide à 65'000 personnes ayant besoin d'assistance pour reconstruire leurs maisons et leurs écoles et réparer les systèmes sanitaires et d'approvisionnement en eau.



Membre d'une petite coopérative de planteurs de café à Thiotte, Haïti, préparant les grains de café pour la vente destinée au "marché du commerce équitable".
© LWF/CSA/L.Gustavson

tion. Une rencontre interinstitutionnelle avec les partenaires locaux (Synode luthérien d'El Salvador, Entraide luthérienne, personnel de la FLM) a permis de parvenir à une conception commune de l'idée de développement. Cette rencontre a renforcé les liens entre les partenaires et a permis de donner les moyens d'agir aux organisations locales pour veiller à la durabilité du projet

Guatemala

La FLM poursuit son engagement aux côtés de la population guatémaltèque qui aspire à la paix et à la justice. L'Accord final pour une paix solide et durable a encouragé des milliers d'habitantes et d'habitants qui s'étaient réfugiés au Mexique à rentrer chez eux. Mais les terres sont rares et

doivent être achetées. Bien des gens doivent s'installer dans de nouvelles régions qui ne se prêtent pas toujours à l'agriculture. Avec des organisations et des communautés de la base, la FLM facilite la réintégration des anciens réfugiés à El Petén. Des programmes d'approvisionnement en nourriture, de protection de l'environnement, de soins de santé, d'éducation, d'organisation communautaire et de mise en valeur des potentiels sont mis en place. Pour faciliter l'intégration et susciter la confiance des communautés résidentes, on organise des activités communes réunissant celles-ci et les nouveaux arrivants.

L'ICLH a demandé au DEM du Salvador de participer à la remise en état des maisons, de l'agriculture et du système de santé à la suite de l'ouragan Mitch. Une petite équipe s'est rendue dans la région en septembre, ce qui a permis une évaluation internationale en 2002.

En novembre 2001, le Secrétaire général a reçu une requête de l'IELC en faveur d'un sou-

tés locales continuent à avoir besoin à la fois d'une aide d'urgence et d'un encouragement à long terme de leurs potentiels. Le Programme continue donc à promouvoir la participation des partenaires et de la communauté à l'encouragement du potentiel de la société civile afin d'instaurer la justice et la paix. Il s'agit notamment de programmes de lutte contre la pauvreté, l'exclusion sociale et les violations des droits de la personne.

Érythrée

Depuis 1985, l'Érythrée était intégrée au Programme pour l'Éthiopie. Après l'indépendance, la FLM a mis en place en 1992 un programme distinct, établi à Asmara. A la suite de nouvelles dispositions gouvernementales concernant les ONG internationales, ce programme a dû cesser ses activités en 1998. Cependant, grâce aux efforts du Secrétaire général, on est parvenu à un

Au Salvador, un petit garçon d'Ahuachapan participe à la reconstruction de sa maison après le tremblement de terre de 2001.
© LWF/ACT International/P. Jeffrey



rien accru de la FLM aux activités en faveur des personnes déplacées et dans le domaine de la paix et de la réconciliation. En réponse à cette demande, on a organisé une visite et on a pu recommander de soutenir les activités de l'Église. Un appel financier a été lancé à la communauté internationale au début de 2002.

Pour lutter contre la pauvreté et réduire la vulnérabilité aux catastrophes, les communaux

accord avec le gouvernement, et le Programme de la FLM pour l'Érythrée a pu poursuivre son travail. Actuellement, nous avons reçu du gouvernement l'assurance de pouvoir poursuivre nos activités de secours, de reconstruction et de développement jusqu'à fin 2004.

La guerre avec l'Éthiopie (1998-2000) a causé de graves problèmes dus à la pénurie de personnel qualifié et aux difficultés d'accès aux régions

concernées par le projet. Depuis, une paix fragile a été instaurée, sous le contrôle de représentants des Nations Unies, dans une zone de sécurité temporaire entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Pendant la guerre, les activités de secours ont consisté essentiellement à fournir de l'eau potable, de la nourriture et des abris à la population victime des combats. La FLM est encore en train de reconstruire les écoles endommagées pendant la dernière guerre.

Le Programme de développement communautaire rural (RCDP) vise à améliorer les capacités des groupes locaux en matière de développement. 11 communautés du centre et de l'ouest du pays participent actuellement à des projets de conservation du sol et de l'eau, d'agriculture, de gestion forestière, de développement des installations sanitaires et de petits crédits destinés aux activités lucratives. D'autres mesures devraient permettre de venir en aide à la population en améliorant le système d'approvisionnement en eau, le réseau des routes de desserte et les installations d'irrigation. La plupart des activités s'adressent aux femmes, étant donné que beaucoup d'hommes sont encore à l'armée ou engagés au service de l'État. La confiance en soi et le moral des communautés locales s'améliorent, de même que leur autosuffisance.

Le Programme de développement des infrastructures sociales (SIDP) vise à faciliter l'accès des enfants aux écoles, qui constitue un problème sérieux dans l'Érythrée rurale. Le DEM a construit des écoles dans des régions très reculées, là où le taux de scolarisation élémentaire est le plus faible. Ces activités sont soutenues par le Ministère de l'éducation et des autorités locales. Le DEM encourage aussi l'accès des filles à l'éducation dans le cadre d'un projet lancé avec la collaboration de l'Union nationale érythréenne des jeunes et des étudiants. Les principaux défis qui se posent au pays sont l'approvisionnement en eau potable et le développement de la société civile. La FLM participe activement aux activités dans ces deux domaines.

En novembre 2001, un atelier CSO a été organisé avec tous les partenaires travaillant dans le pays. Ce programme va peu à peu cesser ses activités dans les régions d'altitude pour se concentrer sur les plaines du nord-ouest et du sud-ouest et sur des projets de développement com-

munautaire issus de l'aide d'urgence et de l'aide à la reconstruction. La sécheresse qui continue va exiger que l'on se préoccupe tout particulièrement des ressources en eau, et il conviendra de réparer les infrastructures qui en ont besoin, notamment les écoles et les dispensaires.

Éthiopie

En 2002, 5,2 millions de personnes ont été touchées par une nouvelle sécheresse entraînant la famine, ce qui a nécessité la distribution de 557'000 tonnes de nourriture.

Bien que le DEM ait continué à mettre l'accent sur les secours d'urgence, depuis 2002 son programme est plutôt centré sur les secours non alimentaires – distribution de semences et d'outils, reconstitution des troupeaux, amélioration de l'approvisionnement en eau – conformément à la politique du gouvernement en matière alimentaire. Le DEM collabore étroitement avec l'EECMY et des accords ont également été signés avec le gouvernement éthiopien et ses autorités régionales.

À côté des opérations de secours, le Programme national met l'accent sur un projet de sauvegarde du sol et de l'eau (SWCP) ainsi que sur d'autres activités visant à améliorer la production agricole et l'approvisionnement en nourriture au niveau des familles. D'autres domaines d'activités comprennent la protection de l'environnement, le développement des institutions, l'épargne et le crédit, la santé et la nutrition.

Le projet de développement rural intégré (IRDP) de Ginir/Raytu vise à améliorer le niveau de vie des communautés rurales et à contribuer au développement des infrastructures sociales, de la production agricole et des activités lucratives. L'IRDP de Ziquala arrivera à son terme à la fin 2002.

Les questions concernant la spécificité des sexes et l'écologie font partie intégrante des activités de développement durable des communautés.

La pauvreté demeure un problème crucial et les activités de secours devront se poursuivre pendant un certain temps encore. Conformément aux recommandations formulées par ACT à la suite de l'évaluation des secours alimentaires de 2000, les derniers appels ACT lancés par le Pro-



Des villageois du Borena, région sud de l'Éthiopie, travaillent ensemble à la création d'un bassin de captage des eaux.
© LWF/ACT International/P. Jeffrey

gramme prennent en compte l'élément écologique dans les interventions d'urgence.

L'Éthiopie est l'un des pays le plus gravement touchés par le VIH/SIDA : on estime que 3 millions d'habitants sont séropositifs, tandis que des milliers d'enfants n'ont plus de parents. C'est pourquoi le Programme pour l'Éthiopie comportera des projets de prévention du VIH/SIDA.

Un nouveau projet sera centré sur les efforts de paix et de réconciliation. Parmi ses activités figureront le renforcement du potentiel des partenaires locaux et la préparation de la prise en charge du Programme par l'Église locale.

En juin 2002, les CSO ont défini l'orientation future et les critères de sélection des projets dans le cadre du Programme.

Inde

La période allant de 1997 à 2002 a été marquée par le changement, la croissance et la consolidation des acquis. Le DEM Inde constitue actuellement une organisation d'apprentissage plus forte qui s'appuie sur les ressources fondamentales du pays et s'efforce de surmonter les obstacles. Tandis que le soutien des donateurs et donatrices traditionnels diminuait graduellement, les gouvernements, les Nations Unies et d'autres institutions de l'Inde ont augmenté leurs contri-

butions. Ce soutien reflète la confiance suscitée par la qualité du travail du DEM en Inde. Deux travaux ont eu une influence particulière sur la croissance du Programme : l'évaluation du Programme en 1997 et l'élaboration en 1998 des documents de planification et de contrôle actuellement en vigueur (1999-2003).

Au centre du Programme figure l'encouragement du potentiel local. Des groupes et des organisations rassemblant les personnes les plus défavorisées et marginalisées – les femmes, par exemple – sont encouragés à renforcer leur participation et reçoivent les moyens de planifier, de fixer leurs priorités et d'agir à leur propre rythme. Les plans d'action au niveau des communautés et des groupes ainsi que les systèmes d'élaboration des rapports prennent en compte les problèmes, besoins et priorités propres à chaque communauté et à chaque groupe. On fait un très large usage de l'évaluation rurale participative (PRA) et d'autres instruments de planification fondés sur la participation pour assurer la collaboration active des communautés partenaires. La défense directe de leurs droits et les activités de lobby auprès des communautés et des représentants des institutions locales et nationales permettent aux communautés d'influencer les décisions politiques locales et d'avoir accès aux ressources. On a défini des indicateurs de progrès pour juger des change-

ments opérés dans les communautés à la suite de telles interventions.

Régulièrement, des projets se terminent dans certaines communautés pour passer dans d'autres. Le niveau des activités demeure ainsi stable, tout en profitant à un nombre croissant de communautés.

Un projet de développement rural a été mis sur pied dans les districts les plus défavorisés socialement et économiquement des États d'Orissa et du Bengale occidental. Les communautés partenaires comptent une proportion élevée de personnes d'origine tribale, de membres des castes défavorisées et d'autres groupes représentant les classes les plus désavantagées de la population indienne. Le projet encourage l'agriculture et la production alimentaire dans une perspective durable, offre aux femmes et aux personnes sans terre une formation et un soutien leur permettant d'avoir des activités lucratives. D'autres domaines d'activités comportent l'éducation des enfants non scolarisés et des adultes analphabètes ainsi que l'amélioration de l'accès aux soins de santé

nancés par le gouvernement d'Orissa et destinés à 4 districts de l'ouest de la province frappés par une sécheresse chronique. Le plan gouvernemental « 1 million de puits » offrait du travail aux paysans pratiquant l'agriculture de subsistance en les engageant pour la construction de puits d'irrigation. Simultanément, on creusait des puits foncés par battage pour assurer l'approvisionnement en eau potable. Le projet du DEM intégrait ces deux aspects ainsi que d'autres activités de développement, comme la production alimentaire, pour améliorer l'approvisionnement et la qualité de la nutrition. D'autres domaines d'activités comprennent les efforts au niveau de la communauté pour protéger et régénérer l'environnement. En 2002, le projet avait touché 480 communautés rurales, soit environ 123'000 personnes représentant 25'000 familles.

Un projet de développement urbain a été lancé à Calcutta et à Cuttack dans les quartiers pauvres, légaux et illégaux, pour résoudre les problèmes de subsistance, de soins de santé et d'éducation, en se souciant en priorité des en-



Antenne de soins ambulatoires destinés à la population locale après les inondations ayant touché l'Assam, en Inde, août 2000.

© LWF/DWS India/ACT International.

primaires. En 2002 le projet a touché 202 communautés rurales, soit environ 136'000 personnes représentant 28'000 familles. Dans ces communautés, on a collaboré avec 514 organisations et groupes communautaires.

Le projet de développement hydrologique intégré a été lancé en 1999 à partir de l'expérience acquise lors de la réalisation de deux projets fi-

fants, des jeunes et des femmes. Son objectif principal consistait à permettre aux organisations et groupes communautaires d'avoir accès aux installations et infrastructures offertes par les autorités municipales et le gouvernement. En 2002, le projet avait touché 128 communautés, soit environ 87'000 personnes représentant 22'000 familles.

Le projet de préparation aux catastrophes lancé dans l'État d'Orissa était inspiré par les expériences acquises dans ce domaine pendant plus de 20 ans. On a constaté que l'on pouvait éviter les pertes en vie humaines et animales et l'interruption de l'activité économique dans les régions fréquemment touchées par les catastrophes en mettant en place des systèmes novateurs de préparation, d'intervention et de gestion au niveau des communautés. Comme il ne s'agissait ni d'un projet de développement ni d'une intervention de secours, ce projet ne pouvait pas compter sur les donateurs traditionnels. Il a toutefois bénéficié du soutien d'institutions locales, nationales et internationales présentes en Inde ; on a construit des abris contre les inondations et les cyclones et des puits foncés par battage munis de plates-formes surélevées conçues spécialement. Comme les crues risquent moins de contaminer ces puits, le danger de maladies transmises par l'eau est réduit. Dans six districts côtiers particulièrement touchés par les catastrophes, on a constitué et formé des équipes issues de la communauté, capables de réagir immédiatement et judicieusement en cas de catastrophe ; 60 de ces équipes ont ainsi été formées dans 80 communautés. Elles savent désormais organiser l'évacuation en bon ordre, apporter les premiers secours et offrir des soins de base en cas de maladies transmises par l'eau. En 2002, le projet avait touché 200 communautés, grâce au soutien du DIPECHO (Fonds ECHO pour la préparation aux catastrophes).

Ces projets permettent de faire face aux catastrophes naturelles et d'origine humaine et demeurent un aspect important de nos activités. Entre 1997 et 2002, le DEM Inde a réalisé 15 projets de préparation aux catastrophes, pour lutter contre les inondations, les cyclones et la sécheresse dans les États du Bengale occidental, d'Orissa, d'Assam, de Bihar, d'Andhra Pradesh et de Gujarat, mais aussi pour faire face aux émeutes raciales de l'Assam et au terrible tremblement de terre du Gujarat. Du point de vue budgétaire, les principales activités ont été l'aide d'urgence et la reconstruction dans l'Orissa à la suite du cyclone gigantesque de 1999 et l'intervention au Gujarat après le tremblement de terre de 2001. Ces deux projets ont pris fin en 2002. Le soutien aux communautés de l'Assam fuyant les émeutes, lancé en 1996,

s'est poursuivi à une plus petite échelle, avec le soutien de la mission norvégienne.

Kenya

Le programme qui concerne à la fois le Kenya et le sud du Soudan porte le nom de Projet du Kenya/Soudan du DEM. Celui-ci est présent dans le camp de réfugiés de Kakuma, au nord-ouest du Kenya, depuis sa création en 1992, dans le district de Turkana depuis décembre 1999 et dans le sud du Soudan depuis 1997.

L'insécurité, les conflits et la sécheresse, notamment dans le sud du Soudan et en Somalie, continuent à faire affluer les réfugiées et réfugiés dans le camp de Kakuma, dont la population est passée de quelque 50'000 en 1997 à 85'000 actuellement, représentant 9 nationalités mais dont la majorité vient du Soudan. Malgré l'installation de quelques milliers de personnes aux États-Unis, au Canada et en Australie pendant cette période, il demeure toujours nécessaire de répondre aux besoins fondamentaux en matière de nourriture, d'eau et d'abri. Le projet du Kenya/Soudan poursuit ses activités dans le camp et est actuellement chargé de la distribution d'eau et de nourriture et de l'organisation de l'enseignement (préscolaire, primaire et secondaire auprès de quelque 25'000 enfants et jeunes), des services communautaires et du développement (y compris les activités en faveur de la paix et de la résolution des conflits, le développement communautaire et les activités en faveur des droits de la personne et de l'égalité des sexes), de la sécurité et de la gestion générale du camp.

Le processus de planification stratégique accompli au début de 2001 a fait apparaître la nécessité de resserrer les liens avec les activités de projet au Soudan, en vue de permettre à long terme le retour et la réintégration des personnes réfugiées, ainsi que de faire participer celles-ci de manière beaucoup plus intense à l'organisation du camp. L'ensemble du district de Turkana a beaucoup souffert de la grave sécheresse de 1998 à 2000. Vers la fin de 1999, la situation alimentaire de la région était désastreuse, obligeant le gouvernement du Kenya à décréter l'état d'urgence et à demander l'aide de la communauté internationale. Le DEM a participé aux efforts concertés pour approvisionner

trois régions du district de Turkana, touchant ainsi quelque 80'000 personnes en 42 endroits.

Alors que la malnutrition touchait plus de 30% des gens au début de l'année 2000, cette proportion est descendue à 10% environ vers le milieu de 2001. Le Programme se concentre actuellement sur l'approvisionnement durable en eau (dans une région) et sur la gestion des pâturages.

naissances, structures et capacités autochtones. Ce sera le principal défi des années à venir. Conformément au plan stratégique 2002-2006, les efforts vont être centrés sur l'encouragement du potentiel local.

Par ailleurs, la formation du personnel s'est poursuivie, avec des échanges de visites et des ateliers aux niveaux local, national et interna-



Classe d'écoliers dans le camp de réfugiés de Kakuma, au nord du Kenya.

©LWF

De l'autre côté de la frontière, dans le sud du Soudan, le DEM a commencé par assurer des distributions de nourriture à 145'000 personnes dans la région des lacs, pour faire face à la famine de 1997-1998, avant de continuer par des secours alimentaires plus ciblés et un système de nourriture en échange de travail dans les districts de Yirol et de Rumbek (1999-2000) pour, finalement, se concentrer sur la promotion de la paix et l'encouragement du potentiel local dans le district de Yirol. Le processus de paix « People to Peoples » lancé à Wunlit (région des lacs) en 1997 par l'entremise du Nouveau conseil des Églises du Soudan (NSCC) sert de cadre aux activités du DEM. Il est également urgent de renforcer la capacité des divers milieux en matière de gestion, de responsabilité et de gouvernement, du fait que la longue durée des secours d'urgence a créé une forte dépendance à l'égard des institutions externes, au détriment des con-

ditional. Le taux de rotation du personnel est relativement élevé à cause de la nature des activités de secours et d'urgence, accomplies souvent dans des régions peu sûres et dans des conditions difficiles.

Libéria

Alors qu'à la fin des années 1990, on pouvait espérer que la situation politique du Libéria allait se stabiliser, les révoltes qui se sont produites par la suite ont eu des effets néfastes sur la sécurité des régions rurales. En 1999 le Programme du DEM pour le Libéria a mis fin à l'aide alimentaire pour passer à la mise en œuvre d'activités de reconstruction et de développement, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'approvisionnement en nourriture et d'édification de la paix. Le Programme de guérison des traumatismes et de réconciliation de l'Église

luthérienne du Libéria (LCL) et du DEM a organisé des cours destinés au personnel des Églises, aux personnes réfugiées, aux responsables traditionnels et des communautés. En outre, des anciens combattants, des membres du personnel militaire et paramilitaire et des hauts responsables du gouvernement ont aussi bénéficié d'ateliers de guérison des traumatismes et de réconciliation ainsi que de la formation de formateurs et formatrices.

Le Programme a entrepris de construire et de réparer des écoles, des ponts et des installations d'approvisionnement en eau et sanitaires : 5 écoles ont été rénovées, 3 ont été construites et 6 ponts réparés. On a aidé les communautés à construire des latrines et des puits, et à installer des pompes à main.

Les activités de programme ont été gravement entravées par les opérations militaires toujours plus fréquentes dans la région frontalière avec la Guinée et la Sierra Leone. Des programmes de développement et de reconstruction ont

au cours des dernières années a eu pour effet de réduire considérablement le financement des projets par rapport à ce que l'on espérait. On a résolu partiellement le problème en prenant des mesures d'économies et en réduisant les effectifs et les infrastructures. Cependant, il est nécessaire d'apporter un soutien accru aux personnes déplacées.

En septembre 1999, un atelier de CSO a élaboré un plan stratégique pour le Programme du Libéria, dont la mission et l'objectif général ont été redéfinis comme suit : donner aux gens les moyens d'assurer leurs conditions d'existence de manière durable. On espère que cet objectif sera atteint par les moyens suivants : mettre en place un programme de développement rural intégré centré sur la production alimentaire et la lutte contre la pauvreté ; créer un organisme de soutien en vue de promouvoir de petits projets durables et ancrés dans la communauté, faisant appel aussi peu que possible aux ressources extérieures ; poursuivre avec la LCL le projet commun en faveur de la paix et de la réconciliation ;

Villageois du Libéria rassemblés pour écouter un enseignement sur la guérison des traumatismes et la réconciliation.
© LWF/J.Ekströmer



dû être suspendus et la FLM a dû faire face à une nouvelle vague d'urgences, avec la collaboration d'autres organisations de secours. La sécurité n'a cessé de se détériorer, entraînant le déplacement de plus de 40'000 personnes, soit le nombre le plus élevé depuis la fin de la guerre civile en 1997.

Les activités de programme sur le terrain deviennent toujours plus difficiles. L'instabilité du pays

créer une ONG locale, rattachée à l'Église, le Service luthérien de développement.

Sierra Leone

À la suite d'une demande de l'Église évangélique luthérienne de Sierra Leone (ELCSL) et de missions d'évaluation ultérieures, le Programme du

Libéria a commencé en 2000 à soutenir les opérations de secours de l'ELCSL rattachées au programme de secours et de reconstruction du Conseil des Églises de la Sierra Leone. Les premières activités ont consisté en des interventions d'urgence financées par les donateurs d'ACT.

Un élément essentiel du programme est constitué par l'aide aux activités agricoles (semen-

tion de ses activités dans toute la région en serait facilitée, ce qui entraînerait des avantages pour l'administration et la réalisation des projets dans ces trois pays.

Le retour de la population civile à la paix continuera à figurer au cœur des activités. Le programme d'urgence offrira des possibilités de réinstallation aux réfugiés rentrant au pays et



Concentration lors d'un cours d'arithmétique dans une école de la Sierra Leone.

© S.Meissner

ces et outils), dont ont bénéficié plus de 40'000 familles de trois districts ruraux. Parmi les autres activités figurent la distribution de secours d'urgence aux personnes déplacées, la gestion des camps pour les personnes revenant de Guinée ainsi que des programmes de guérison des traumatismes et de réconciliation.

Le financement provient essentiellement d'ACT, mais l'Église de Suède et FinnChurchAid apportent aussi des contributions substantielles. La phase d'aide d'urgence est maintenant terminée et les projets se concentrent sur l'agriculture, la construction d'écoles et les préparatifs en vue de retour de nombreux réfugiés et réfugiées.

Il est prévu qu'un bâtiment de l'ELCSL à Freetown serve désormais de centre de formation et de bureau sur le terrain. Le DEM va financer sa rénovation en échange du droit de louer les locaux pour son bureau. Étant donné que les activités en Sierra Leone, au Libéria et en Guinée sont liées, le DEM prévoit de concentrer ses activités stratégiques en cet endroit. La coordina-

tion de ses activités dans toute la région en serait facilitée, ce qui entraînerait des avantages pour l'administration et la réalisation des projets dans ces trois pays. Le retour de la population civile à la paix continuera à figurer au cœur des activités. Le programme d'urgence offrira des possibilités de réinstallation aux réfugiés rentrant au pays et aux personnes déplacées, qui pourront ainsi être réintégrés dans la société civile. Parmi les priorités figureront l'agriculture, la guérison des traumatismes et la réconciliation, le rétablissement des infrastructures et la formation. La reconstruction devrait poser les fondations d'un développement à long terme. L'étroite collaboration avec l'ELCSL et d'autres membres du Conseil des Églises de Sierra Leone vise à encourager le potentiel des Églises et du Conseil.

Malawi

Le Programme évangélique luthérien de développement (ELDP) passe par un processus de transition qui a débuté en 1999. Centré à l'origine sur les secours et la reconstruction, il s'est transformé en une organisation de développement.

L'ELDP s'est consacré à améliorer la productivité des petites exploitations agricoles afin de lutter contre les pénuries alimentaires constantes. Ce projet a permis à des paysans de disposer

de suffisamment de nourriture pour toute l'année et certains ont même pu réaliser des gains en vendant leurs récoltes en réserve. De même, la situation alimentaire des jeunes enfants s'est améliorée.

Il est très important aussi d'améliorer les ressources hydrologiques, afin que chaque famille puisse disposer d'eau potable. L'ELDP a permis de protéger 300 puits peu profonds grâce à l'utilisation de treuils. Par la suite, ce système a été remplacé par des pompes, plus hygiéniques, et 40 points d'eau ont pu être protégés. Ces puits sont utilisés par 85'000 habitants de 340 communautés.

L'alphabétisation des adultes a fait des progrès grâce à la création de centres et de bibliothèques communautaires. Au cours des 6 dernières années, près de 6500 personnes ont amélioré leurs connaissances. On a créé 55 classes chaque année, comptant en moyenne 20 personnes, dont les trois quarts sont des femmes.

[photo : un étudiant cherche un livre sur les rayons de la bibliothèque du district de Dowa]

L'éducation à l'écologie, le reboisement et la gestion forestière communautaire constituent d'importants éléments de la stratégie de l'ELDP. Au cours des 6 dernières années, plus de 20 millions de plants ont été mis en terre, dont 85% environ ont survécu. On a pu ainsi revaloriser des régions comme celles de Chikwawa, Dedza, Lilongwe et Nkhata Bay, où se trouvent de nombreuses personnes réfugiées. D'autres communautés à Dowa, Zomba et Thyolo ont également participé au reboisement. On encourage l'utilisation d'un foyer en argile utilisant peu de combustible pour diminuer la quantité de bois consommée par la cuisson des aliments.

L'ELDP a également participé à l'aide d'urgence par l'entremise d'ACT dans les districts de Chikwawa, Phalombe et Karonga où les inondations sont fréquentes.

Le Programme du Malawi doit faire face au problème d'amélioration de ses ressources financières. L'ELDP n'a que deux partenaires importants, DanChurchAid et l'ELCA, qui financent à peu près 30% de son budget total. L'insécurité financière entraîne un taux de rotation élevé du personnel, étant donné que l'on ne peut pas verser des salaires suffisants. La transition a également suscité un certain nombre de problèmes

concernant la sécurité de l'emploi à la suite des réductions. Le VIH/SIDA joue également un rôle en matière de développement.

Alors que la période de transition touche à sa fin, l'ELPD envisage l'avenir avec optimisme et espère qu'il bénéficiera d'un large soutien en ces temps difficiles.

Mauritanie

Un projet de protection de l'environnement et de reboisement est appliqué chaque année en 25 endroits environ pour protéger les routes, les puits et d'autres infrastructures villageoises contre la désertification. On a pu ainsi protéger environ 130 ha et planter plus de 31'000 arbres.

Dans ce vaste pays, les capacités des communautés et groupes locaux jouent un rôle essentiel. Le Projet de mobilisation et de soutien des ONG locales revêt une importance cruciale pour la viabilité du programme. La collaboration avec les ONG mauritaniennes s'est renforcée, notamment en matière de développement des institutions, de formation et de réalisation des projets. Tous les projets de développement du DEM ont actuellement pour partenaires des ONG du pays.

Le programme lutte contre la pauvreté en encourageant l'agriculture et les activités économiques dans les villages. En offrant aux défavorisés la possibilité de disposer d'argent grâce à des crédits renouvelables automatiquement et à des banques de village à fonctions multiples, on encourage les gens à réinvestir leurs économies dans des projets de développement locaux. La protection de l'environnement permet de sauvegarder les villages en plantant des arbres, en stabilisant les dunes, en construisant des brise-vent et en préservant l'environnement naturel.

Les femmes jouent un rôle crucial dans ces activités. On encourage les entreprises et organisations féminines et tous les projets veillent à promouvoir l'égalité entre les sexes. Le projet de développement rural des groupes féminins est centré sur des activités qui encouragent les femmes, comme les coopératives de culture de jardins qui créent des sources de revenus et améliorent l'alimentation. Le respect des droits de la personne fait l'objet de cours d'alphabétisation et de formation aux processus démocratiques. On offre également des cours de gestion des

projets, pour renforcer le professionnalisme et les compétences spécialisées des ONG partenaires locales.

La préparation aux catastrophes est étroitement liée aux activités de développement. La FLM aide les communautés à améliorer cette préparation par des cours et du matériel, la planification des ressources humaines et techniques, les liaisons avec d'autres organisations, le stockage de matériel, les moyens de transport et de distribution ainsi qu'une formation adéquate du personnel.

Un nouveau projet concerne la conscientisation de la population au VIH/SIDA par le théâtre éducatif, la musique et d'autres médias, ainsi que par la formation d'éducateurs et éducatrices et de conseillers et conseillères. Le projet est réalisé avec la collaboration de l'ONG partenaire nationale « SOS Peer Educators ».

L'un des grands défis de l'avenir consistera à accompagner le renforcement du potentiel local. Bien que plusieurs projets sur le terrain aient réussi à promouvoir le développement communautaire durable, il s'agit désormais de renforcer le partenariat avec les ONG nationales et de soutenir les initiatives de la base dans tout le pays. Cette conception tente d'éviter la création

de dépendances. De 2003 à 2005, le programme mettra en place 4 projets dans des régions rurales défavorisées, tandis que 4 autres seront gérés à Nouakchott. Toutes les activités de projet sont mises en place directement avec les communautés cibles et les ONG nationales, en étroite collaboration avec les institutions officielles.

Guinée

La FLM est présente en Guinée depuis 2001, lorsque la communauté internationale a intensifié ses efforts pour venir en aide au plus de 400'000 personnes réfugiées du Libéria et de la Sierra Leone. Au nom d'ACT et du HCR, une aide a été fournie à plus de 55'000 réfugiés, en majorité du Libéria, sous forme d'activités agricoles, de contrôle de la nutrition, de soins de santé psychosociale, de guérison des traumatismes, de protection de l'environnement, de projets communautaires et d'encouragement du potentiel local. Les activités de la FLM en Guinée sont financées par ACT, le HCR et l'UNICEF.

Sans un soutien financier efficace et durable, il sera extrêmement difficile de mettre en place un programme complet d'aide aux person-

Des plants d'arbres sont cultivés dans une pépinière en Mauritanie avant d'être plantés plus tard pour lutter contre l'avancée du désert.
© LWF/J. Ekströmer



nes réfugiées dans un pays qui est parmi ceux qui en accueillent le plus grand nombre.

Mozambique

Au Mozambique, la tâche principale de la FLM consiste à mener à bien trois projets de développement rural dans les provinces de Tete, Sofala et



Après les inondations de l'an 2000 au Mozambique, il est essentiel de disposer d'eau propre.
©LWF

Gaza. En 2000, deux nouveaux projets ont été lancés : (1) droits et santé des femmes ; (2) encouragement des initiatives et des potentiels locaux.

Les groupes cibles sont les personnes réfugiées, celles qui rentrent au pays et les personnes déplacées que l'on s'efforce de réinstaller après la guerre et les bouleversements qui l'ont suivie.

Ce travail a été interrompu en 2000, lorsque de fortes pluies ont causé des inondations dans la région de Maputo, tandis qu'un cyclone frappait la province de Sofala. Cela a constitué un coup dur pour le pays et pour les activités de la FLM. En mars 2001, la région du Zambèze a été touchée par de graves inondations. Après un premier appel d'action rapide d'ACT, la FLM a lancé un appel d'urgence (AFMZ01) pour venir en aide à plus de 450'000 personnes de la région de Maputo, de Gaza et de Sofala par des distributions de vivres, d'eau, des soins de santé, des mesures d'hygiène, de production de nourriture, de construction d'abris et de restauration des infrastructures. Le Programme de la FLM pour la Mozambique coopère étroitement avec le CEDES, Comité œcuménique de développement social lancé en 1994 par le Conseil chrétien, Caritas International et la FLM.

Une évaluation externe a été effectuée en septembre 1999. Son rapport est parvenu deux mois avant les inondations, qui ont fait passer les secours d'urgence et la reconstruction au premier plan. C'est seulement à la fin 2001 que l'on a pu se pencher sur cette évaluation. A la suite des inondations catastrophiques, la préparation aux catastrophes est devenue un élément essentiel du renforcement des activités de la communauté.

Le projet de développement rural intégré d'Inhambane a été remis au CEDES à la fin 1998. Une évaluation commune effectuée récemment montre qu'il aura de nouveau besoin du soutien de la FLM.

Le programme poursuivra l'encouragement du potentiel local à la base et ses activités par l'intermédiaire des partenaires locaux dans les domaines suivants : droits de la personne, VIH/SIDA, approvisionnement alimentaire, infrastructures sociales. La FLM continue à encourager les processus de développement tout en soutenant le potentiel local pour faire face aux urgences. En 2002, le Réseau luthérien de développement et de secours en Afrique australe (SALDARN) a été créé, rassemblant les programmes de la FLM au Malawi, en Angola, en Zambie, au Zimbabwe, au Swaziland, en Afrique du Sud et au Mozambique, afin d'améliorer la coordination et les échanges d'informations dans les domaines de la préparation aux catastrophes et du développement.

Népal

Malgré un peu plus d'une décennie de démocratie, le Népal est en proie à une instabilité croissante, avec l'évolution des partis politiques, un mode de gouvernement déplorable et un soulèvement maoïste toujours plus violent. Le programme de la FLM s'est poursuivi, avec deux priorités : les secours et la reconstruction, d'une part, en faveur notamment des populations réfugiées du Bhoutan et des régions avoisinantes, et le développement d'autre part. Au Népal, la FLM poursuit également une double stratégie de défense des droits et de création de réseau ainsi que de développement au niveau des organisations. Pendant la plus grande partie de la période entre 1997 et 2002, les activités de la FLM ont été menées en fonction d'une stratégie nationale, tandis qu'une évaluation intérieure externe a été effectuée en 2000-2001.

L'exil des réfugiés bhoutanais au Népal dure maintenant depuis plus de 10 ans et leur nombre dépasse 100'000. La FLM demeure l'un des principaux partenaires du HCR dans les 7 camps de réfugiés du sud-ouest, où elle est responsable de l'infrastructure, du logement, de l'approvisionnement en eau, de l'hygiène et de la logistique. On s'accorde à reconnaître que ces camps constituent des modèles du point de vue de la participation des réfugiés, de la collaboration entre institutions et de l'utilisation efficace des ressources financières. Pourtant, il y a trop longtemps que cette situation dure. Les progrès réalisés au niveau des gouvernements népalais et bhoutanais en 2001 ont fait naître l'espoir de parvenir à une solution durable du problème des réfugiés.

Au Népal, la FLM, à côté de son engagement traditionnel au niveau technique, a commencé à assumer la responsabilité d'encourager diverses activités : conscientisation sociale, cultures potagères, formation professionnelle, organisations de femmes et d'enfants et de jeunes, défense des droits. Elle soutient également un programme d'aide aux communautés avoisinantes (Programme de reconstruction dans les régions touchées par les réfugiés) comprenant le développement des organisations communautaires, la sécurité de l'approvisionnement alimentaire, la préparation aux catastrophes et la formation. Entre 1997 et 2002, la Fédération a mené à bien deux interventions de secours de faible envergure soutenues par ACT : la première destinée aux victimes des inondations de 1988-1999, la deuxième visant à l'intégration d'anciens travailleurs agricoles soumis au servage et libérés en 2000-2001. Elle a également participé aux activités de préparation aux catastrophes dans les régions où elle est active ainsi que dans celles qui dépendent d'organisations partenaires locales.



Le Programme de développement de la FLM au Népal a connu une réorientation fondamentale. Un terme a été mis aux programmes de développement communautaire de Baglung, Ilam et Kailali, menés par la Fédération dès leurs débuts. L'aggravation de l'instabilité nous a forcés à abandonner un autre projet de développement dans la région de Rolpa. Une nouvelle conception de l'encouragement des potentiels locaux a été mise en œuvre en 1997-1998, pour pallier les inconvénients de programmes antérieurs en s'adressant plus délibérément aux personnes les plus défavorisées. On a ainsi touché 150'000 habitants désavantagés des régions rurales et on a mis en place des programmes d'encouragement dans six districts, situés essentiellement dans l'ouest encore très retardé. Les principaux défis ont été relevés et les résultats sont encourageants. Après 4 ans, des organisations communautaires rassemblant les personnes défavorisées ont donné naissance à 38 comités villageois de développement, ce qui a permis à la FLM de réduire son engagement, tout en continuant à apporter un soutien plus limité à ces associations représentatives. En plus de leurs activités de conscientisation, ces projets collectifs ont permis de réaliser des progrès en matière de lutte contre la pauvreté (approvisionnement alimentaire assuré, épargne, crédit), de santé (santé sexuelle, hygiène, eau), d'éducation (notamment des filles défavorisées) et droits légaux (notamment des



Népal: *A gauche*: Une femme nettoie un robinet d'eau. *A droite*: Un réfugié du Bhoutan lave des ustensiles de cuisine dans un camp.
©LWF

femmes). Malheureusement, depuis 2001 l'insécurité croissante qui touche les régions de l'extrême ouest nous ont obligés à revoir notre engagement. La FLM n'a pas totalement abandonné les organisations communautaires mises en place antérieurement mais maintient des contacts très sporadiques avec ces régions par l'intermédiaire d'ONG partenaires.

Au Népal, la FLM a largement participé aux efforts de défense des droits de certains groupes

opprimés. Il s'agit principalement des dalits, des *kamaiya* (anciens serfs) et des personnes réfugiées du Bhoutan, qui jouent tous un rôle important dans le programme destiné à la base. Pour faire avancer la lutte contre l'injustice, la FLM au Népal joint ses efforts à ceux des ONG locales qui défendent leurs droits (4 organisations de dalits, de *kamaiya* et de réfugiés) et participe aux alliances pour faire avancer ces causes.

La FLM collabore étroitement avec le Conseil du bien-être social du Ministère de la condition féminine et du bien-être social. Ses efforts de développement s'inscrivent dans un accord quinquennal avec l'Unité de coordination des activités en faveur des réfugiés du Ministère de l'intérieur. La modification de la politique du gouvernement à l'égard des ONG de secours internationales nous a incités à collaborer plus étroitement avec les ONG nationales. A son niveau le plus élevé, le personnel de la FLM au Népal comptait 230 personnes en 1998 mais ce chiffre est redescendu à 150 au début de 2002 (dont 23% de femmes), à quoi viennent s'ajouter près de 500

local. Au Népal, la FLM a été aussi au cœur du Réseau de coopération pour les secours d'urgence et le développement dans la zone asiatique (AZEECON), qui regroupe d'autres programmes de la FLM en Asie pour des échanges d'idées et de personnel en matière de développement.

Rwanda

Les opérations du DEM au Rwanda ont débuté en 1994, après la fin du génocide et des hostilités. La FLM a servi d'organisation directrice de l'aide humanitaire apportée par ACT jusqu'en septembre 1996, date à laquelle l'ancien programme d'aide d'urgence est devenu le Programme du Rwanda de la FLM. A la fin de 1996 et au début de 1997, on a vu revenir près de 2 millions de personnes réfugiées au Zaïre et en Tanzanie.

Beaucoup de maisons et de terres leur appartenant étaient occupées par d'autres personnes, parties dans les années 1960 et rentrées en 1994-1995. Le gouvernement rwandais s'est engagé à assurer un logement aux personnes ren-

Rwanda: Une femme au travail, penchée sur un potager aménagé dans le cadre d'un projet d'assistance à la sécurité alimentaire.
©LWF



volontaires de la base. La tendance à favoriser les opérations indirectes par l'intermédiaire d'ONG et d'organisations communautaires de la base, si la situation en matière de sécurité le permet, va faire diminuer encore les effectifs. Un programme de développement humain durable a été mis en place, notamment dans le domaine des projets d'encouragement du potentiel

trées en 1996-1997 et à garantir leur sécurité. En décembre 1996, la FLM a été priée d'aider à reloger les familles qui occupaient les propriétés d'autrui ou qui n'avaient pas de terre.

En 1997-1998, l'aide de la FLM a été consacrée en priorité à la réinstallation des réfugiés rentrants. Elle a encouragé la pleine participation de la communauté au développement des sites de

réinstallation, pour créer un sentiment de propriété et de cohésion parmi ces nouveaux arrivants.

En 1998, étant donné que la population rwandaise était toujours mieux à même d'assurer ses moyens d'existence, la question du rôle futur du DEM s'est posée avec toujours plus d'urgence. Dans la stratégie du programme national élaborée en 1999, on a conclu que la FLM avait encore un rôle à jouer pour encourager le processus de développement à long terme. La seule manière pour la société rwandaise de parvenir à la réconciliation consiste à lutter contre les causes profondes du génocide, de la dégradation des terres, de la pauvreté structurelle et de la surpopulation. On a conclu que de par sa nature d'organisation internationale d'Églises, la FLM pouvait apporter une contribution essentielle aux problèmes délicats du développement social.

À la suite d'une transition d'une année pendant laquelle on a mis fin aux activités de reconstruction et à l'aide d'urgence, un plan de développement de trois ans a été élaboré pour promouvoir le potentiel des institutions locales et les efforts communs en faveur de la paix et de la réconciliation. Ce principe est présent dans toutes les activités du DEM au Rwanda depuis 2000, dont le programme inclut le problème du VIH/SIDA, la préparation aux situations d'urgence, les droits de la personne humaine, la paix et la réconciliation.

Le défi consiste à continuer à renforcer le soutien du DEM aux initiatives des partenaires locaux. Des progrès ont été réalisés grâce à l'encouragement du potentiel local. Il faut profiter de cet élan, afin que les partenaires puissent participer de manière plus directe à la réconciliation et à la reconstruction. Un autre défi consiste à rappeler constamment aux milieux de la FLM la nécessité de continuer à soutenir la population rwandaise dans ses durs efforts pour reconstruire une société encore très fragile.

Afrique du Sud

La sécheresse qui a frappé l'Afrique du Sud en 1991-1992 est considérée comme la pire depuis près d'un siècle. Un projet de secours d'urgence commun a été mis en œuvre avec l'assistance du Programme d'entraide du Swaziland, par l'intermédiaire des structures paroissiales et diocésaines de

l'ELCSA (Église évangélique luthérienne d'Afrique australe. Cette étroite collaboration entre l'ELCSA et la FLM a abouti à la création du Service du développement de l'ELCSA (ELCSA-DS), destiné à renforcer les activités diaconales des Églises.

En juin 1997, l'ELCSA-DS a obtenu le statut officiel d'association reconnue par le chapitre 21 de la Loi sud-africaine sur les sociétés et a été autorisé à apporter une aide humanitaire aux pauvres et aux victimes des catastrophes naturelles et causées par l'homme. Il a pour mandat d'accomplir ces activités avec la collaboration du DEM. Depuis 1997, l'ELCSA-DS a travaillé dans les régions septentrionales du pays et dans les provinces du Kwa-Zulu/Natal, au sud.

Les activités de l'ELCSA-DS sont coordonnées à partir de deux bureaux à Pietersburg et à Umtata/Kokstad. Elles s'exercent dans les domaines suivants : agriculture, environnement, hydrologie, hygiène, création de revenus, conscientisation au VIH/SIDA, formation et encouragement du potentiel, formation de base des adultes. Le Service agit également en cas d'urgence, avec la collaboration d'ACT, par exemple lors des inondations catastrophiques qui ont frappé la région du nord en 2000.

Depuis 1997, l'ELCSA-DS s'est consacré essentiellement à la reconstruction dans les régions rurales et au développement communautaire. L'approvisionnement en eau, l'hygiène, la formation, l'environnement, l'agriculture, la santé et les problèmes liés au VIH/SIDA constituent également des aspects de son travail. Au cours du dernier trimestre de 2001, l'équipe du Service a évalué ses activités, avec la participation des principaux partenaires. On a identifié les priorités suivantes :

- Conscientisation et formation
- Développement des institutions et du potentiel de l'ELCSA
- Approvisionnement en eau et hygiène
- Conscientisation en matière de VIH/SIDA
- Problèmes fonciers
- Problèmes des jeunes et des femmes

- Agriculture et sécurité de l'approvisionnement en nourriture
- Revenus et emploi
- Éducation préscolaire et crèches

Le programme de l'ELCSA-DS a été évalué en mai 2002. Les principaux éléments de cette évaluation ont été pris en compte lors de l'atelier de stratégie régionale de novembre 2002.

Tanzanie

En Tanzanie, le DEM travaille sous le nom de Service chrétien du Tanganyika aux réfugiés (TCRS). Depuis 1998, le TCRS est dirigé par un Comité commun à l'Église évangélique luthérienne de Tanzanie (ELCT), en vue de la transformation du programme du DEM sur le terrain en une institution nationale de secours et de développement de l'ELCT.

Le TCRS met l'accent sur la défense des droits et une offre de services essentiels aux personnes réfugiées du Burundi qui arrivent toujours plus nombreuses dans le district de Kibondo, fuyant la sanglante guerre civile qui a éclaté au Burundi en 1993.

Le TCRS gère les camps de Mtendeli, Karago, Nduta et Kanembwa, dans le district de Kibondo, et fournit de la nourriture, des abris, de l'eau, des services d'hygiène et de formation et d'autres encore à quelque 160'000 réfugiés burundais. Avec l'aide de l'ELCT, il a plaidé avec succès auprès du gouvernement tanzanien pour que celui-ci accorde des terres à cultiver aux réfugiés, ce qui a favorisé leur autonomie et leur a redonné leur dignité.

L'encouragement du potentiel des populations rurales pauvres et vulnérables pour les aider à améliorer leur qualité de vie constitue une activité cruciale. Au cours des 6 dernières années, 140'000 femmes et hommes ont pu, grâce au TCRS, analyser leur situation, envisager et accomplir des activités propres à améliorer le revenu de leurs familles, l'éducation de leurs enfants, la santé des familles et l'approvisionnement de la communauté en eau.

Le TCRS a fait connaître ce processus d'encouragement du potentiel aux diocèses de l'ELCT

et à d'autres partenaires des Églises et des ONG dans les districts de Manyoni, Iramba, Singida Rural, Kibondo, Karagwe, Simanjiro et Same. On a élaboré des plans pour étendre ces activités aux districts ruraux de Kilwa et de Morogoro.

Le TCRS est le principal partenaire d'ACT dans le domaine de l'aide en cas de catastrophe en Tanzanie. Avec les diocèses de l'ELCT, il a distribué plus de 32'000 tonnes de nourriture, en général dans le cadre de programmes « de la nourriture contre du travail », qui prévoient que les communautés touchées par la sécheresse ou les inondations construisent des routes et des systèmes d'approvisionnement en eau, remblaient les terres agricoles, plantent des arbres, en échange de quoi elles reçoivent de la nourriture. La sécurité alimentaire de plus de 213'000 personnes a été améliorée grâce à l'infrastructure mise en place à la suite de catastrophes.

Un élément important du travail du TCRS en cas de catastrophe consiste à encourager le potentiel des partenaires locaux en matière de préparation aux catastrophes, de surveillance, d'évaluation, de gestion des activités de secours. Cet objectif a été réalisé grâce à une formation en cours d'emploi mise en place à la suite des catastrophes, ainsi que dans le cadre des cours de formation régionaux d'ACT destinés au personnel des organisations partenaires. Les diocèses de l'ELCT en particulier ont acquis un certain savoir-faire et disposent de personnes compétentes en matière d'évaluation des catastrophes et de gestion des secours.

L'un des principaux défis des six dernières années a été posé par la nécessité de remplacer le système consistant à « faire quelque chose pour les gens » par l'encouragement des potentiels des personnes et des communautés locales pour leur permettre d'acquiescer confiance en soi et autonomie. Cela a exigé un changement d'attitude de la part du personnel du TCRS, de nos partenaires locaux et des gens avec lesquels le TCRS travaille. Ces efforts se poursuivent, mais le TCRS estime que c'est là l'unique voie susceptible de conduire au développement durable.

Le TCRS a dû aussi devenir plus efficace, étant donné que les ressources disponibles pour les activités de secours et de développement ont diminué au cours des 6 dernières années. Le passage à une approche d'encouragement des



Cette femme des Monts Pare, dans le district de Same au nord-est de la Tanzanie, a reçu une vache pleine dans le cadre du 'Same Rehabilitation Project', mené par la FLM/DEM en Tanzanie. En retour, elle a donné le premier veau femelle à une autre famille, qui en a fait de même à son tour, et ainsi de suite. De cette manière, le don d'une seule vache garantit à de nombreuses familles une meilleure alimentation et une source de revenu avec la vente du lait.

© LWF/J.Stephens

potentiels a facilité les choses, car la même quantité de ressources peut avoir un effet bien supérieur lorsque les capacités et les ressources locales sont utilisées judicieusement.

Ouganda

Depuis sa création en 1981, le programme de l'Ouganda a élargi son domaine d'activités et son champ d'opérations. Son objectif premier de fournir des secours rapides et efficaces en cas d'urgence s'est étendu pour inclure la reconstruction à long terme et le développement durable.

Le projet VIH/SIDA de Rakai, ancré dans la communauté, a été lancé en 1995 pour favoriser la prévention et atténuer les effets sociaux et économiques de la maladie sur la communauté. Les principaux groupes cibles étaient les jeunes, les sages-femmes et les familles des personnes touchées par le VIH/SIDA, les enseignants et enseignantes de l'école primaire, les responsables de groupes de jeunes, les membres des services de santé de la communauté et les conseillers et conseillères en matière de VIH/SIDA.

La formation du grand public et sa conscientisation constituent les principales méthodes d'intervention ; il s'agit d'encourager le changement des attitudes et des mentalités, notamment chez les groupes à haut risque. Le projet de Rakai met fortement l'accent sur la formation d'intermédiaires, qui sont régulièrement suivis et dont on veille au perfectionne-

ment. Depuis 1996, 1360 éducateurs et éducatrices ont été formés dans le cadre du projet, et ces personnes ont animé 2479 entretiens de conscientisation. Plus de 39'000 personnes ont participé aux forums et 183'645 étudiantes et étudiants ont été informés au sujet du VIH/SIDA grâce à des pièces de théâtre, des concours scolaires et des débats, ce qui a débouché sur la création de 12 clubs scolaires de santé.

Le projet dépend largement des services de conseillers et conseillères bénévoles ; 261 ont ainsi été formés et ont vu plus de 17'243 personnes, y compris des gens touchés par le VIH/SIDA, des orphelins, des veufs et des veuves et d'autres groupes marginalisés. Les conseillers contribuent aussi à identifier les personnes qui auraient besoin d'un soutien matériel, ils aident leurs clients à rédiger leurs testaments, facilitent le traitement des maladies opportunistes, contribuent à régler les conflits en matière d'héritage et incitent des milliers de personnes à faire les tests du VIH/SIDA. Le projet approvisionne 321 familles, dont les chefs sont des enfants, en nourriture (mise à disposition par le PAM), en matériel scolaire, en vêtements d'occasion, en couvertures et en ustensiles domestiques. Il a construit 271 maisons modestes pour de telles familles, grâce au soutien matériel et humain des communautés.

Le projet a mis en place des activités de formation pour les marginalisés dans les domaines suivants : auto-assistance aux groupes communautaires en matière de commerce et de gestion,

activités lucratives, cultures organiques, gestion des prêts. On offre aussi une formation professionnelle dans divers métiers : menuiserie, fabrication de briques, réparation de bicyclettes, mécanique, couture, agriculture, poterie, forge. Plus de 750 personnes ont ainsi acquis une formation professionnelle et 70% utilisent leurs connaissances pour gagner leur vie dans la dignité.

Selon une évaluation du gouvernement datant de 2001, le projet de Rakai a contribué à faire passer le taux de VIH/SIDA de 17% en 1996 à environ 9% en 2001. Le projet a accueilli un certain nombre de délégués et déléguées d'ONG, d'institutions rattachées et d'autres programmes de la FLM.

Le Programme de développement agro-pastoral du Karamoja a pour objectif d'encourager le retour à l'agro-pastoralisme, mode de vie qui permet d'assurer la subsistance des familles. Il vise à améliorer la sécurité alimentaire et à encourager les stratégies de survie autochtones en mettant l'accent sur les banques de céréales, l'amélioration de la santé du bétail et l'approvisionnement en eau, tous gérés par la communauté. Les banques de céréales communautaires sont bien accueillies et suscitent l'intérêt de la communauté qui y participe assidûment. Leur nombre est passé de 13 en 1997 à 268 en 2002 ; elles jouent un rôle important en assurant l'approvisionnement en période de pénurie.

Dans tous les domaines du projet, d'étroites relations de travail ont été établies avec les institutions traditionnelles et les responsables intègrent les anciens dans la gestion et l'examen du programme. Le projet comprend les activités suivantes : mobilisation de la communauté en faveur de la formation sociale et technique ; création et gestion de banques de céréales ; soins vétérinaires dans le cadre de la communauté ; paix et réconciliation. Grâce au projet, on a pu négocier 12 cessez-le-feu pour limiter les conflits tribaux.

La protection du sol et de l'eau ainsi que les cultures sèches ont été introduites dans le cadre du projet de biodiversité transfrontalier du PNUD, qui s'est concentré sur les régions proches du mont Moroto. Lancé en 2001, il vise à améliorer l'alimentation des familles.

Le Programme de réinstallation des réfugiés soudanais d'Adjumani (connu auparavant sous le nom de East Moyo) du DEM s'inscrit dans un

programme multisectoriel d'aide aux personnes réfugiées visant à permettre leur réinstallation et leur intégration à long terme. En mai 1995, le DEM a conclu un accord tripartite avec le HCR et le gouvernement de l'Ouganda, qui fait du Département le principal partenaire et le moteur du Programme d'Adjumani.

Le nombre des personnes réfugiées est demeuré stable : elles sont 57'664, domiciliées dans 34 camps permanents et un camp de transit. Beaucoup ont commencé à cultiver les lopins de terre mis à disposition par les communautés locales. Environ 40% (21'813) des réfugiés assurent entièrement leur propre alimentation, tandis que la majorité continue à avoir besoin d'une aide dans ce domaine, mais dans une moindre mesure.

Dans le cadre du Programme d'aide multisectoriel, le DEM continue à distribuer régulièrement de la nourriture et diverses marchandises à tous les réfugiés qui y ont droit, fournit un soutien logistique (réparation des véhicules et de l'équipement) à toutes les institutions participantes et veille à la mise en place des infrastructures (routes, ponts, écoles, postes sanitaires).

Zambie

Pendant longtemps, la Zambie a connu un afflux croissant de personnes réfugiées, accompagné d'une aggravation de ses problèmes socioéconomiques qui l'ont placée devant un grave dilemme. Ces difficultés sont encore intensifiées par la pandémie du VIH/SIDA qui touche fortement le pays et tous les secteurs de son économie. Face à ces défis, le Programme de la FLM pour la Zambie a centré ses interventions sur les activités en faveur des réfugiés, la réinstallation des communautés zambiennes, le développement rural et la motivation. Étant donné le taux élevé de VIH/SIDA, tous les projets se préoccupent de cette question.

Le Service chrétien pour les réfugiés de Zambie de la FLM (ZCRS) encourage le développement communautaire dans l'une des régions les plus pauvres du pays, la province orientale, grâce au projet de développement rural et de motivation de la communauté. Des progrès notables ont été accomplis en matière de construction et d'approvisionnement en eau, avec 169 projets d'auto-assistance autonomes menés à bien et 433

puits construits. Au total, ce sont 550 groupes qui ont été créés, donnant eux-mêmes naissance à 63 fédérations destinées à les renforcer. Les groupes participent à des activités telles que les prêts de démarrage, qui permettent aux familles pauvres d'obtenir des crédits pour leurs activités agricoles. Le système de prêts tournants ne se borne pas à offrir des crédits mais propose aussi une formation au commerce et à la gestion. Ce système a maintenant fait place à un plan de multiplication des semences. On a encouragé les activités lucratives pour permettre aux pauvres d'assurer leur subsistance. Pendant toute la période, priorité a été donnée à la plantation d'arbres et aux activités agro-forestières.

D'entente avec le diocèse catholique romain de Chipata, le ZCRS gère la réinstallation des Zambiens pauvres dans le cadre du Plan de réinstallation d'Ukwimi, dans le district de Petauke (province orientale). Ces personnes sont réinstallées et on s'efforce de procurer des terres à celles qui n'en ont pas ; on encourage également l'agriculture durable et la multiplication des semences, la formation et les services de vulgarisation. Au cours des 6 dernières années 1600 familles ont été ainsi réinstallées. Les activités touchent les domaines suivants : prêts de départ, pisciculture, gestion des troupeaux, amélioration de l'environnement, approvisionnement en eau, hygiène, groupes de développement féminins et groupes de formation au développement.

En collaboration avec le gouvernement zambien et le HCR, le ZCRS est chargé de la gestion des établissements de réfugiés de Mehaba, Mayukwayukwa et Ukwimi, dans les provinces du nord-ouest, de l'ouest et de l'est du pays. Au début de 1996, le nombre total des réfugiés à Mehaba et Mayukwayukwa s'élevait à 36'189. En ajoutant le camp d'Ukwimi, la population réfugiée de ces trois établissements est passée de 48'034 en décembre 2000 à 84'223 en décembre 2001. L'afflux de réfugiés a augmenté fortement au cours des deux dernières années, à cause de la poursuite du conflit en Angola. Les principales activités dans ces trois établissements sont les suivantes : distribution de nourriture et mouture du maïs ; gestion des stocks ; création de systèmes d'approvisionnement en eau et sanitaires ; interventions au niveau de l'alimentation et de la santé ; démarcation des terres, attribution de lopins et entretien des routes ; encouragement de la production agricole et du marketing ; activités écologiques, réinstallations d'urgence, etc.

Aperçu sur les programmes associés

Bangladesh

Le RDRS Bangladesh est une ONG très importante dans le domaine du développement inté-



Des enfants dans un camp de réfugiés en Zambie.
© IKON/ACT International/M.
Ejdersten

gré. Consacré à 6 districts éloignés du nord-ouest du pays, son programme de développement a évolué : à partir des secours d'urgence, il est passé par le développement sectoriel pour aboutir au développement intégré ; cette évolution se poursuit, notamment dans les domaines de la création de capital social et de l'encouragement des moyens d'existence. Dans cet environnement fragile, la préparation aux catastrophes et la manière d'y répondre constituent des priorités.

Face à l'évolution rapide des conditions politiques et socio-économiques dans le Bangladesh rural, le plan stratégique 1996-2000 du RDRS prévoit que l'organisation réponde aux besoins de plus de 1,5 million de participants tout en défendant leurs droits ; il s'agit de personnes n'ayant pas de terre ou presque pas, rassemblées dans plus de 17'000 groupes et 252 organisations communautaires de base, portant le nom de fédérations unies. Le programme comporte 9 domaines d'activités, fondées sur la formation et le soutien des groupes, et un plan de développement progressif de promotion des groupes, dont les intérêts sont ensuite défendus par les fédérations unies. Au programme de base du RDRS sont venus d'ajouter une série de projets bilatéraux, auxquels ont été consacrés près de deux tiers des finances, mais les partenaires à long terme continuent à manifester leur attachement en participant à des colloques annuels, dont le dernier a eu lieu en 2001. Un processus d'auto-évaluation approfondie a été mis en place en 1998-1999, en vue de l'élaboration d'une nouvelle stratégie.

En juin 1997, après 25 années d'existence en tant qu'organisation internationale dans l'un des plus vastes programmes sur le terrain, le RDRS a été transformé en organisation locale autonome, le RDRS Bangladesh Trust, dont les membres du conseil d'administration et le directeur exécutif sont des Bangladeshis. Par la suite, le RDRS a signé un mémorandum d'accord avec le DEM, pour poursuivre ses activités en tant que programme associé.

Le Programme de développement du RDRS a subi un changement notable d'orientation, conformément à la stratégie adoptée pour le pays et aux tendances mondiales en matière de développement. Il est centré désormais sur la formation et la promotion des groupes de la base et la création d'organisations faitières appelées fédérations. Priorité est accordée aux activités lu-

cratives durables, mais le RDRS se soucie également de promouvoir les paysans sans terre, et plus particulièrement les femmes dans cette situation, les organisations de groupes ruraux défavorisés, l'encouragement du potentiel local et des capacités, la microfinance, les services de santé et la préparation aux catastrophes.

Avec la nouvelle stratégie définie pour 2001 à 2005, le Programme connaîtra une nouvelle évolution. Tout en se concentrant sur la région du nord-ouest, le RDRS s'efforce de toucher d'autres groupes que ceux de la base. Il met l'accent sur la création d'institutions, la conscientisation sociale, l'encouragement du potentiel économique et l'engagement civique à quatre niveaux, de la base aux régions. Priorité est donnée à l'encouragement des réseaux d'organisations communautaires de la base en train de se constituer, qui sont des acteurs efficaces de la société civile. Les nouvelles catégories de personnes défavorisées comprennent les petits paysans et les populations tribales, ainsi que les habitants qui ont dû fuir leur région à cause de l'érosion fluviale ; ce seront là autant de nouveaux défis pour la période 2000-2001. La séparation du secteur de la microfinance, qui représente une clientèle de 200'000 personnes, a représenté une étape majeure, car celui-ci, qui emploie 800 personnes, souhaite pouvoir s'autofinancer. Le RDRS conserve aussi ses activités novatrices, en proposant de nouveaux modèles de sécurité alimentaire, d'encouragement du potentiel, de préparation aux catastrophes, etc.

Le RDRS s'efforce de relier entre elles et de faire connaître au niveau supérieur les questions touchant la base. Il poursuit sa défense des droits à la base en soutenant les engagements sur le plan local. La dimension régionale envisagée comporte des liens étroits avec les autorités locales et nationales, les ONG, les organisations des communautés de la base, les spécialistes de la recherche, les groupes professionnels et autres de la société civile. Le RDRS a étendu son rôle auprès de plus de 20 coalitions nationales d'ONG, pour s'efforcer d'exercer une influence sur les politiques et les pratiques publiques.

En 2001, le personnel du RDRS comptait 1584 membres, dont 28% de femmes, et 1324 bénévoles de la base. Ces chiffres vont probablement diminuer. Dans le cadre du programme de localisation, on veillera à développer les ressources, et

notamment en introduisant l'informatique dans les activités de programme, Le RDRS dispose maintenant d'un réseau impressionnant de centres de formation sur le terrain, rattachés aux 252 centres des fédérations. L'Institut du Bengale septentrional à Rangpur est un centre de formation destiné à promouvoir le nouveau rôle que le RDRS entend jouer dans la région. Par son engagement

régions des Andes les plus défavorisées, comme Ancash, Huancavelica, Huánuco et Cajamarca. Au cours de la prochaine phase (2002-2006), le Projet de développement rural durable (PSRD) va s'efforcer de s'inspirer des expériences acquises et de travailler en collaboration toujours plus étroite avec les communautés paysannes. Son objectif est d'améliorer la qualité de vie dans



Collecte de poissons jeunes dans un appareil à éclosion à Ulipur, district de Kurigram, au nord-est du Bangladesh.

© LWF/RDRS

dans l'AZEECON, le RDRS entretient des liens étroits avec d'autres programmes du DEM en Asie et accueille des colloques régionaux, sur la microfinance ou la préparation aux catastrophes, par exemple, pour la FLM et ses partenaires.

Pérou

En 1983 l'organisation Diaconia a été fondée en tant qu'ONG reconnue par le gouvernement et rattachée à l'Église. Un accord de participation a été signé en vue de sa coordination et de sa collaboration avec la FLM. Depuis 1997, Diaconia est entièrement responsable de son personnel, de la mobilisation des fonds et des relations bilatérales et multilatérales. En 2000 les statuts de Diaconia ont été modifiés et ses activités pour 2002 à 2006 ont suivi une nouvelle orientation.

Diaconia adopte de plus en plus une approche centrée sur le développement et se spécialise dans la mise en place de programmes de développement rural dans quelques-unes des

quatre domaines sélectionnés. Ses activités comprennent les éléments suivants : soutenir les organisations communautaires ; protéger l'environnement et les ressources naturelles ; améliorer le statut économique des familles en encourageant la productivité et le marketing ; améliorer la santé ; promouvoir une alimentation équilibrée ; encourager la population paysanne à participer aux processus de décision.

Le projet combine la mise en place d'infrastructures et l'encouragement du potentiel local, la formation et l'éducation. Il porte sur les domaines suivants : construction de canaux d'irrigation ; conservation des sols ; gestion de l'eau ; reboisement ; encouragement de l'élevage et de l'agriculture ; amélioration des cuisinières et foyers ; latrines ; jardins biologiques ; formation et éducation dans les domaines de la santé, de l'hygiène et de la nutrition. On porte une attention particulière à la restauration de l'unité des familles et de leur estime de soi, à la formation des parents à leurs responsabilités, aux soins

intégrés aux jeunes enfants et à la promotion des droits de la personne. Toutes les activités prennent en compte la spécificité des sexes et l'encouragement du potentiel local. Au niveau des villages, il est prévu de renforcer la conscientisation et la participation des femmes.

La composante pédagogique du programme comprend la formation des enseignantes et ensei-

institution rattachée à l'Église, le Service de développement luthérien (LDS). Un projet de transition, destiné à préparer le LDS à prendre la relève, a été mis en place entre 1997 et 2000. En 1997 et 1998, des rencontres communes régulières ont eu lieu entre le Conseil d'administration du LDS, l'Église évangélique luthérienne du Zimbabwe (ELCZ) et le personnel, afin de définir les termes du mandat du

Dans les Andes au Pérou, une mère prépare une soupe de pommes de terre et de choux, avec des légumes ayant poussé dans le potager familial.
© LWF/R.Dinger



gnants des écoles rurales aux techniques didactiques modernes et l'introduction d'un nouveau programme d'enseignement qui inclut la production alimentaire, la nutrition et la création de jardins scolaires. Ces activités sont accomplies avec l'accord du Ministère de l'éducation.

Le programme repose sur le développement durable au niveau des « microrégions » ; il est conçu de manière intégrée, avec pour base les activités agricoles respectueuses de l'environnement. La qualité de vie sera améliorée grâce à la promotion du potentiel local en matière de développement, de participation des citoyens et de formation professionnelle – ce qui facilitera l'accès aux services de base, améliorera l'alimentation des jeunes enfants et les soins pédiatriques, les revenus des familles et la protection de l'environnement.

Zimbabwe

Depuis 1995, on a multiplié les efforts pour faire passer les activités de la FLM sous l'égide d'une

LDS, son rôle et ses principes directeurs. Ces textes ont été approuvés à fin 1998.

Au nom de l'ELCZ, un bâtiment a été acheté pour y loger le bureau de Harare. A Bulawayo, les bureaux du LDS ont été déplacés dans un bâtiment appartenant à l'ELCZ, qui abrite aussi l'atelier. De même le bureau de Masvingo pour les Midlands est également logé dans un bâtiment de l'ELCZ. En 1999, le LDS a été restructuré ; il compte désormais deux bureaux régionaux de coordination : Midlands/Masvingo (Zvishavane) et Mat South (Zezani). Le programme de coordination général reste confié au bureau de Bulawayo. L'ancien programme d'éducation informelle de l'ELCZ a aussi été intégré dans les structures du LDS et une personne chargée de la coordination des coopératives d'épargne et de crédit (SACCO) a été nommée et travaille à Masase. Un processus d'évaluation a été mené à bien pour réviser les cahiers des charges et les hiérarchies, et on a procédé à quelques nominations importantes. Le directeur a été nommé en 2000.

L'encouragement du potentiel local demeure une préoccupation constante, avec des membres du personnel qui bénéficient de formation à distance et d'ateliers. Quatre responsables sont en train de préparer un diplôme en agriculture dans le cadre d'un enseignement à distance, une personne étudie pour l'obtention d'un diplôme en formation des adultes et un gestionnaire poursuit ses études en gestion du développement. Des ateliers spécialisés consacrés à la gestion et à l'élaboration des budgets et des rapports ont permis au personnel, au Conseil et à l'ELCZ de se perfectionner.

D'une manière générale, le programme du LDS se déroule bien et a contribué à améliorer les conditions de vie des personnes marginalisées. On a mené à bien des projets dans les domaines suivants : formation au développement, protection de l'environnement, organisation d'activités lucratives, approvisionnement en eau et sécurité alimentaire, épargne et crédit, amélioration des troupeaux, aide aux personnes touchées par le VIH/SIDA et aux orphelins. Dans le

modeste ont été construits et des puits forés pour assurer l'approvisionnement en eau potable.

Face à la pandémie du VIH/SIDA, le LDS a mis sur pied des programmes de soutien : aide à l'éducation par le financement des écolages et la fourniture de matériel pédagogique. On met également l'accent sur la conscientisation pour freiner la progression de la maladie et pour qu'elle soit mieux connue des communautés.

Le souci de l'environnement et de sa sauvegarde constitue aussi un aspect important des activités du LDS. Il s'agit notamment de réparer les canalisations, d'empêcher leur ensablement, d'encourager le reboisement et la sauvegarde des arbres. La plantation d'arbres à double usage – des arbres fruitiers, par exemple, pour leurs fruits le combustible – est encouragée.

L'aide aux infrastructures vise à restaurer celles-ci et à en créer de nouvelles : salles de classe, logements d'enseignants, dispensaires, centres d'associations de développement. Plusieurs écoles et communautés en ont bénéficié.



Projet de développement communautaire rural (RCDP), au Zimbabwe.
© LWF/KON/J.Elfström

Programme de développement rural intégré (IRDP), la formation au développement joue un rôle clé et a été intégrée à toutes les activités.

Comme plus de la moitié des fonds du LDS sont destinés à l'approvisionnement en eau et à la sécurité alimentaire, ces domaines constituent l'essentiel du Programme IRDP, car ils sont considérés comme prioritaires par leurs bénéficiaires. Des barrages de taille

Le LDS a participé à des programmes de secours, tous en rapport avec la sécheresse à l'exception de celui de 2000, année où il a fallu faire face à des inondations. En période de sécheresse, on a mis en place des systèmes de « nourriture contre du travail », d'alimentation supplémentaire des enfants de moins de 5 ans et des élèves des écoles, de distribution gratuite de

nourriture aux personnes âgées et malades. Dans le cadre de l'aide d'urgence à la suite des inondations, on a mis à disposition des abris, de la

nourriture et des installations sanitaires et on a réparé les infrastructures endommagées, comme les barrages, les forages et les puits.